



# Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

72<sup>e</sup> séance plénière

Mercredi 24 avril 2024, à 10 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Francis ..... (Trinité-et-Tobago)

La séance est ouverte à 10 h 5.

## Point 31 de l'ordre du jour

### Prévention des conflits armés

#### a) Prévention des conflits armés

##### Note du Secrétaire général (A/78/772)

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à la résolution 73/182 du 17 décembre 2018, je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, pour qu'elle présente le rapport du Mécanisme (voir A/78/772).

**M<sup>me</sup> Marchi-Uhel** (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi de présenter à nouveau un exposé à l'Assemblée générale à l'occasion de son débat annuel, en séance plénière, sur les travaux du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

Le mois dernier, nous avons commémoré la treizième année de morts, de déplacements et des violations les plus graves des droits humains et du droit international humanitaire en Syrie, 13 années d'une réalité qui semble de plus en plus sombre, alors que rien ne laisse présager la fin des souffrances. Cette réalité peut sembler

d'autant plus désespérée que d'autres pays s'embrasent au Moyen-Orient comme, d'ailleurs, dans de nombreux autres endroits du monde. La justice est plus que nécessaire mais elle demande du temps.

Alors que je présente le dixième rapport du Mécanisme (voir A/78/772) à l'Assemblée générale, je tiens à insister combien, en ces temps sombres, une attention résolue, impartiale et persistante sur l'application du principe de responsabilité a, en l'occurrence, une incidence positive, et comment notre travail au sein du Mécanisme pour la Syrie nourrit cet espoir que justice sera rendue en appliquant le principe de responsabilité. La justice prend du temps, mais nous constatons de plus en plus que son heure approche.

À ce jour, le Mécanisme a déjà reçu 367 demandes d'assistance émanant de 16 juridictions, concernant 271 enquêtes distinctes sur les principaux crimes internationaux commis en Syrie. Ces chiffres continuent d'augmenter rapidement et, depuis le début de l'année 2024, nous constatons une nouvelle accélération du nombre de demandes. Le Mécanisme a déjà accédé à environ 254 de ces demandes, portant sur 185 enquêtes distinctes. Il continue également de tirer parti des travaux entrepris en réponse à de précédentes demandes, ainsi que des produits issus des axes stratégiques de son enquête structurelle, en communiquant en amont aux juridictions des informations, éléments de preuve et analyses pertinents.

La justice gagne aussi en visibilité. Et celle-ci s'accompagne d'une visibilité accrue du rôle du Mécanisme comme facilitateur de la justice. Cette année, nous sommes

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



en mesure d'annoncer que le Mécanisme a fait un nombre sans précédent de contributions concrètes aux processus de la justice en Syrie. Il s'agit de cas où des parquets et des autorités judiciaires ont autorisé le Mécanisme à faire publiquement référence au soutien apporté à des enquêtes passées ou en cours. En France, le Mécanisme a appuyé l'enquête qui a abouti au procès, à Paris, le mois prochain, de trois hauts responsables des services de renseignement syriens, jugés par contumace pour complicité de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, pour leur responsabilité dans la disparition et la mort de deux ressortissants franco-syriens. Toujours en France, des mandats d'arrêt ont été délivrés, le 18 octobre 2023, contre quatre généraux syriens de haut rang pour complicité d'attaques délibérées contre la population civile et d'atteintes délictueuses à la vie, en tant que crimes de guerre, liés à leur responsabilité dans les attaques illégales menées à Deraa en juin 2017. Par ailleurs, des mandats d'arrêt ont été délivrés, le 14 novembre, contre le Président syrien, son frère et deux généraux pour complicité de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, en raison de leur responsabilité dans des attaques à l'arme chimique menées contre des civils à Douma et dans la Ghouta orientale en août 2013. Je note que le mandat d'arrêt délivré contre le Chef de l'État fait actuellement l'objet d'un appel.

Dans les trois cas, le Mécanisme a apporté son assistance aux enquêtes correspondantes, notamment en fournissant des informations, des éléments de preuve et des analyses. En Allemagne, où nous avons déjà constaté le plus grand nombre de procès et de condamnations au cours des années précédentes, d'autres arrestations, mises en examen et procès importants ont eu lieu pour des faits de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le Mécanisme a pu faire état du concours critique qu'il a apporté dans quatre affaires de ce type au cours de la période considérée. Ce concours a notamment consisté à fournir des témoignages et des éléments de preuve essentiels qui ont permis d'ajouter des charges de crimes de guerre.

En Suède, outre deux procès en cours, le Mécanisme a contribué à trois affaires qui ont abouti à la condamnation d'anciens membres de Daech pour des crimes internationaux. Le procès qui se déroule actuellement à Stockholm concerne un officier supérieur des forces armées syriennes, poursuivi pour s'être rendu complice de crimes de guerre en exécutant des attaques massives et aveugles, avec des forces aériennes et terrestres, dans les villes de Homs et Hama et leurs environs, de janvier à juillet 2012. L'appui que nous avons apporté à ce procès comprenait un mémoire juridique sur le début d'un conflit armé non international en Syrie, qui s'est avéré crucial pour inculper les accusés de crimes de guerre. Ce

mémoire a également été communiqué à d'autres juridictions et constitue donc un bon exemple de l'emploi qui est fait du travail d'enquête et d'analyse effectué dans le cadre de l'enquête structurelle du Mécanisme en vue de soutenir des enquêtes et des procédures dans plusieurs juridictions. Depuis la publication de notre rapport écrit à l'Assemblée, nous avons également reçu l'autorisation de mentionner notre appui à une enquête en Belgique, où un ressortissant syrien a été inculpé le 24 janvier pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre, en raison de meurtres et de tortures commis par une milice progouvernementale à Salamiyé, dans la province de Hama, au cours de la période 2011-2016.

Dans tous ces cas, nous constatons que la justice ne se limite pas à un simple verdict sur le bien et le mal. Il s'agit d'un processus qui implique un grand nombre de parties prenantes. Il s'agit d'un processus transparent, où une nouvelle histoire est présentée – une histoire aux voix multiples, aux enseignements multiples et composée d'instantanés multiples qui peuvent aider à recoller les morceaux de vies brisées. Au sein du Mécanisme international, impartial et indépendant, nous sommes désireux de nous mettre à l'écoute de ces histoires, d'amplifier ces voix et de contribuer à des moments où justice est faite. C'est l'essence même de notre approche axée sur les victimes et les personnes rescapées et nous sommes reconnaissants à l'Assemblée générale de reconnaître le rôle crucial que joue la société civile en Syrie et au regard du principe de responsabilité et de la justice. Seule notre coopération étroite et de confiance avec de nombreuses organisations de la société civile syrienne nous a permis de garantir que nous utilisons nos ressources de manière efficace et rationnelle et que nous poursuivons réellement les possibilités les plus significatives de rendre justice aux yeux des victimes et des personnes rescapées.

Nos stratégies thématiques sur le genre, les enfants et les jeunes, ainsi que nos objectifs de justice plus larges, tels que l'élucidation du sort des personnes portées disparues, ont été les moteurs de notre travail auprès des victimes et des personnes rescapées. Depuis notre rapport, nous avons réalisé des avancées significatives dans la mise en œuvre d'une approche sensible aux besoins des enfants et des jeunes. Cette approche a compris l'organisation de la première consultation directe du Mécanisme avec des enfants touchés par les événements en Syrie, afin de leur expliquer notre mandat et d'écouter leurs points de vue sur les priorités à suivre en matière de justice. En ce qui concerne la question des personnes portées disparues, nous espérons que la nouvelle Institution indépendante chargée de la question des personnes portées disparues en République arabe syrienne sera opérationnelle dans les plus brefs délais. Il s'agira là

d'une étape cruciale pour combler la lacune persistante et douloureuse s'agissant du droit de savoir des nombreuses familles ayant des proches portés disparus en Syrie.

L'une des principales possibilités de rendre justice que nous avons relevées en consultation avec la société civile, en particulier avec les associations de victimes et de personnes rescapées, a trait à l'affaire *Application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Canada et Pays-Bas c. République arabe syrienne)*, en cours devant la Cour internationale de Justice. Dans ce contexte, le Mécanisme s'efforce de publier un rapport sur les crimes liés à la détention, qui constitue depuis quelques années un domaine d'intérêt majeur dans le cadre de l'enquête structurelle. À l'instar de nos autres axes d'enquête, les travaux relatifs à notre axe d'enquête sur la détention sont étroitement liés à nos objectifs plus larges en matière de justice et à nos stratégies thématiques. En le rendant public, nous espérons que non seulement ce rapport aidera la Cour internationale de Justice à examiner l'affaire dont elle est saisie, mais qu'il sera également utile à d'autres parties prenantes chargées de l'établissement des responsabilités en quête de possibilités de rendre justice pour la Syrie.

L'enquête structurelle du Mécanisme a également progressé sur ses deux autres axes stratégiques en cours. Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons, dans le cadre de la plateforme de Lausanne, tenu un atelier en présentiel accueilli par les Pays-Bas et la Suisse, au cours duquel nous avons échangé avec des organisations spécialisées de la société civile sur nos travaux respectifs concernant les attaques illégales, y compris les attaques à l'arme chimique. Nous avons discuté de notre méthodologie analytique et des moyens par lesquels nous pouvons renforcer nos efforts d'enquête afin de combler les lacunes de notre répertoire central d'informations et d'éléments de preuve. Ces contacts renforcent d'autant nos efforts pour faire progresser notre dossier en cours sur la question, tout en facilitant nos autres initiatives visant à renforcer le principe de responsabilité pour les crimes liés aux attaques illégales. Les possibilités de poursuivre en justice l'emploi d'armes chimiques sont trop rares et les États Membres ont une responsabilité particulière d'apporter leur appui aux progrès réalisés au regard du principe de responsabilité sur cet aspect essentiel du conflit syrien.

Notre axe d'enquête stratégique sur les crimes liés à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) se poursuit, en mettant l'accent sur l'investigation et l'analyse de la conscription, de l'enrôlement et de l'utilisation d'enfants dans les hostilités. Nous prévoyons de conclure prochainement un rapport et une analyse connexe sur le sujet, que nous communiquerons aux juridictions. Notre travail

sur les crimes liés à l'EIIL a bénéficié non seulement d'un atelier dédié avec des organisations de la société civile spécialisées dans la constitution de dossiers concernant ces crimes, avec la participation de procureurs nationaux, mais aussi de consultations avec des associations de victimes et de personnes rescapées, qui dans les deux cas ont été entrepris à l'automne dernier. Le niveau des demandes d'assistance émanant des juridictions compétentes, pour leur prêter concours dans leurs enquêtes sur ces crimes, reste sans précédent et continue de croître. Avec le retrait prévu de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) à répondre de ses crimes, nous tablons sur une nouvelle augmentation des demandes d'assistance présentées au Mécanisme par les juridictions compétentes.

La justice prend du temps et nécessite des ressources adéquates et soutenues. En 2019, l'Assemblée a pris une décision stratégique importante en votant pour que le Mécanisme soit financé par le budget ordinaire du Secrétariat (voir A/74/PV.52). Comme le souligne le rapport, le Mécanisme opère dans une situation financière de plus en plus difficile. Au-delà de la situation de trésorerie actuelle de l'Organisation des Nations Unies, qui empêche le Mécanisme de pourvoir les postes clefs vacants, le budget ordinaire actuel du Mécanisme ne suffit pas pour maintenir l'étendue de ses travaux dans le cadre de son enquête structurelle et pour répondre à la demande croissante de ses services de la part des juridictions compétentes. Ces difficultés sont aggravées par une diminution des contributions volontaires, qui ne permet pas au Mécanisme de maintenir ses effectifs actuels.

Les réalisations du Mécanisme ont dépassé les attentes de bon nombre des pays qui ont voté pour sa création en 2016. Pour soutenir et garantir cette croissance impressionnante, l'Assemblée devra envisager d'urgence d'augmenter les ressources financières du Mécanisme afin qu'il puisse maintenir ses effectifs et l'expertise qu'ils possèdent.

Aujourd'hui, la Syrie et la région entière demeurent embourbées dans le conflit. J'espère que, en cette époque, la flamme de celles et ceux qui cherchent à obtenir justice pour la Syrie pourra briller d'un éclat encore plus vif grâce à notre appui commun. Chaque affaire à laquelle le Mécanisme a pu prêter son concours rappelle avec force la nécessité et la possibilité d'établir les responsabilités, quelle que soit l'identité de la victime ou de l'auteur.

Ce fut un honneur et un privilège de contribuer à la mise en place du Mécanisme international, impartial et indépendant et de rassembler son exceptionnelle équipe d'experts des nombreux domaines nécessaires pour faciliter la justice, qu'il s'agisse de juristes, d'enquêteurs

ou d'analystes, ou de spécialistes de la protection, du support, de la gestion de l'information numérique et des opérations. Je suis rassurée de confier l'équipe à mon successeur, M. Robert Petit, qui est présent aujourd'hui dans la salle et qui possède une riche et longue expérience dans le domaine de la justice pénale internationale.

Je tiens à remercier les membres de l'Assemblée pour la confiance et la clairvoyance dont ils ont fait preuve en créant notre Mécanisme. Seule entité dotée d'un mandat spécifique pour faciliter le travail des juridictions cherchant à établir les responsabilités dans le contexte syrien, cette institution est unique et novatrice, et elle a déjà eu l'occasion, au cours de sa courte existence, de servir d'exemple dans d'autres situations. Mais plus encore, c'est une institution qui a eu un impact réel.

J'adresse mes remerciements les plus sincères aux nombreux Syriens qui ont consacré leur vie à lutte pour faire appliquer le principe de responsabilité et rendre justice, et qui nous ont également accordé leur confiance. Sans eux, les récits que le monde doit entendre ne seraient pas racontés, la justice inclusive demeurerait hors de portée et il n'y aurait pas de lumière au bout du tunnel. Avec eux, nous pouvons envoyer un signal fort et affirmer que les crimes d'atrocité ne resteront pas impunis, que nous pouvons garantir la justice pour toutes les victimes et contribuer à la prévention de violations futures, et apporter la réconciliation ainsi qu'une paix durable.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Marchi-Uhel pour son rapport et, en particulier, pour le dévouement dont elle a fait preuve dans l'exécution de son mandat très important au nom de l'Assemblée générale.

**M<sup>me</sup> Pavluta-Deslandes** (Lettonie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des huit pays nordiques et baltes, à savoir le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Islande, la Lituanie, la Norvège, la Suède et mon propre pays, la Lettonie.

Nous tenons à exprimer notre sincère reconnaissance à M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel pour sa présentation éclairante du dixième rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables (voir A/78/772) et pour ses efforts inlassables visant à guider le Mécanisme vers la réalisation de ses objectifs. Nous demeurons d'ardents défenseurs du Mécanisme, car nous apprécions grandement tout le travail qu'il a entrepris depuis sa création.

Le conflit armé brutal qui sévit en Syrie depuis maintenant 13 ans est marqué par des atrocités à grande échelle, des violations des droits humains de la population syrienne et des atteintes à ces droits, un nombre de morts sans cesse croissant, l'emploi d'armes chimiques et bien plus de 100 000 personnes toujours portées disparues. Le conflit a déclenché l'une des plus importantes crises de réfugiés des temps modernes. Les pays des régions nordiques et baltes ont accueilli des Syriens, dont beaucoup sont traumatisés. Pourtant, l'espoir de paix persiste. Nous sommes convaincus que la justice et le principe de responsabilité sont essentiels pour parvenir à une paix durable en Syrie. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles notre appui au travail du Mécanisme international, impartial et indépendant demeure solide.

Le Mécanisme a démontré son rôle vital dans les efforts déployés par la communauté internationale en faveur de la justice et du principe de responsabilité, notamment pour mettre fin à l'impunité. Nous nous félicitons du lancement de nouvelles activités, y compris le développement de nouvelles plateformes d'analyse numérique et la collaboration avec un large éventail de fournisseurs au cours de la période considérée. Nous déplorons que, malgré les efforts du Mécanisme, la République arabe syrienne refuse de coopérer avec lui, compliquant ainsi la tâche des Syriens, où qu'ils se trouvent, de mettre un point final à leurs douleurs.

D'innombrables atrocités auraient été commises au cours de ce conflit prolongé, par toutes les parties. Les pays nordiques et baltes continuent d'estimer que, compte tenu de son statut, de ses capacités et de ses soutiens extérieurs, le Gouvernement syrien sous Al-Assad, ainsi que ses alliés, sont les principaux responsables de nombreuses violations flagrantes du droit international. Cependant, des rapports d'experts ont montré que les mains propres sont rares en Syrie.

Le Conseil de sécurité a été investi de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Cette responsabilité implique également de répondre aux violations graves du droit international. Or à ce jour, le Conseil de sécurité est impuissant à réagir aux atrocités commises en Syrie, la Fédération de Russie ayant opposé son veto à 17 projets de résolution du Conseil sur la Syrie depuis 2011. Néanmoins, nous continuons d'appeler le Conseil de sécurité à intensifier ses efforts pour garantir le principe de responsabilité, notamment en saisissant la Cour pénale internationale de la situation en Syrie.

La création du Mécanisme international, impartial et indépendant, par l'Assemblée générale, est un rappel important du pouvoir qu'a l'Assemblée d'intervenir lorsque



le Conseil ne peut pas ou ne veut pas agir. L'Assemblée générale doit être prête à combler le vide laissé par le recours au veto, conformément à l'initiative relative au veto.

Nous félicitons le Mécanisme des progrès réalisés dans la mise en œuvre de son plan stratégique pour la période 2023-2025. Il a fourni un important appui aux acteurs de la justice et a continué de collaborer énormément avec la société civile, notamment en coopérant plus étroitement avec les associations de victimes et de personnes rescapées. L'élaboration d'un ensemble de méthodes pour guider les échanges avec les enfants et les jeunes syriens est un bon exemple d'intégration systématique. Nous saluons également la communication accrue d'informations pertinentes pour aider à élucider le sort des personnes portées disparues du fait de la répression en Syrie.

Bien que le Mécanisme ait fait des progrès au fil des ans, il ne peut atteindre ses objectifs seul. Il est crucial de renforcer la coopération internationale. Nous encourageons les États Membres à communiquer toutes les informations pertinentes sur les crimes commis en Syrie afin de faciliter les enquêtes et d'assurer l'établissement ultérieur des responsabilités. Mettre fin à l'impunité et rendre justice aux victimes des crimes les plus graves est de notre responsabilité collective.

Enfin, le Mécanisme a besoin de ressources durables pour mener à bien son travail important. Les pays nordiques et baltes restent favorables à ce que le Mécanisme international, impartial et indépendant soit financé à partir du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Nombre de nos pays apportent également un appui au Mécanisme par des contributions volontaires supplémentaires et nous encourageons tous les États à envisager de faire de même.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

**M<sup>me</sup> Samson** (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Macédoine du Nord, le Monténégro, l'Ukraine, la République de Moldova, la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie, pays candidats, ainsi qu'Andorre, Monaco et Saint-Marin, s'associent à cette déclaration.

Nous nous félicitons de l'important débat d'aujourd'hui sur le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, qui soulignent

l'engagement de principe constant des États Membres de l'ONU en faveur de la justice pour les crimes les plus graves commis en Syrie. Nous tenons à remercier la Chef du Mécanisme, M<sup>me</sup> Marchi-Uhel, pour sa direction et son engagement remarquable, ainsi que pour tout ce qu'elle a entrepris pour faire avancer les travaux du Mécanisme au cours de son mandat. C'est avec satisfaction que nous constatons les progrès réalisés par le Mécanisme au cours de la période considérée, ainsi que ses efforts continus pour dialoguer et coordonner son action avec toutes les parties prenantes, et sa volonté de prêter son concours aux enquêtes nationales. Pourtant, malgré ces efforts, il reste encore beaucoup à faire, ce qui souligne à la fois la nécessité et le rôle central du Mécanisme dans la quête de l'établissement des responsabilités pour les crimes internationaux et les violations des droits humains commis en Syrie.

Le dixième rapport du Mécanisme (voir A/78/772) met en lumière les progrès réalisés pour que les individus soient tenus pénalement responsables des atrocités commises dans le contexte syrien et pour que justice soit rendue pour certains des crimes les plus graves commis en République arabe syrienne. Des poursuites ont été engagées et des jugements définitifs ont été rendus contre les auteurs dans plusieurs pays de l'Union européenne, et ces efforts continuent d'être poursuivis dans un certain nombre de juridictions. Les efforts en cours sont très importants. L'Union européenne reste convaincue que le principe de responsabilité et la justice pour les victimes et les personnes rescapées demeurent essentiels pour une Syrie stable et pacifique, fondée sur une solution politique crédible, inclusive et viable, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Nous condamnons avec fermeté les violations continues du droit international des droits humains et les crimes internationaux commis en Syrie par toutes les parties. L'Union européenne restera au premier rang de la lutte contre l'impunité en Syrie. Toutes les personnes responsables de tels actes doivent en répondre. L'Union européenne continuera à soutenir les efforts visant à rassembler des éléments de preuve de ces atrocités, quels qu'en soient les auteurs.

En juin 2023, le Royaume des Pays-Bas et le Canada, dans le cadre de leur importante initiative visant à amener la Syrie à répondre de ses actes en violation de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ont saisi la Cour internationale de Justice pour engager des poursuites contre la Syrie. En novembre 2023, la Cour a ordonné à la Syrie de prendre des mesures conservatoires, et l'Union européenne l'exhorte à se plier à cette ordonnance. Elle continue également de demander au Conseil de sécurité de saisir la Cour pénale internationale de la situation

en Syrie. Nous continuerons à apporter notre appui au Mécanisme, ainsi qu'au travail de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et de l'Équipe d'enquête et d'identification de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), en tant que membre du Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques, afin de veiller à ce que soient documentés les faits entourant les crimes commis dans le cadre du conflit en Syrie, en vue de futures actions en justice. Nous condamnons fermement l'emploi d'armes chimiques par le régime syrien, ce à quoi ont conclu de nombreux rapports de l'OIAC.

L'Union européenne réitère son appel au régime syrien pour qu'il respecte la Convention, coopère pleinement avec les enquêtes de l'OIAC et achève le démantèlement de son programme d'armes chimiques. Il est crucial que l'ONU consacre l'énergie et les ressources nécessaires, y compris un financement suffisant, à la poursuite de ces crimes et au respect du principe de responsabilité à leur égard. C'est là notre responsabilité commune. Le 15 novembre 2023, l'Assemblée générale a exhorté le Secrétaire général à fournir des ressources supplémentaires pour faire face à la charge de travail accrue du Mécanisme et garantir l'efficacité de son mandat. Nous appelons tous les États Membres à coopérer avec le Mécanisme. Pour sa part, l'Union européenne est déterminée à faire en sorte que les crimes perpétrés au cours des 13 dernières années ne restent pas impunis, car le peuple syrien mérite justice, dignité et paix.

Treize ans après le début du conflit en Syrie, la situation humanitaire continue de se détériorer dans de vastes régions du pays, et des millions de civils ont besoin d'aide. Cela fait plus de 10 ans que les pays voisins de la Syrie accueillent un grand nombre de réfugiés. Les réfugiés syriens ne peuvent toujours pas rentrer chez eux car les conditions d'un retour sûr, digne et volontaire, conformément aux paramètres définis par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et au droit international, ne sont pas remplies. C'est au régime syrien qu'il incombe en premier lieu de lever ces obstacles.

À la fin de ce mois, l'Union européenne accueillera la huitième Conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, afin d'attirer l'attention internationale sur la nécessité d'une solution politique au conflit et de générer des promesses de soutien humanitaire pour la Syrie ainsi qu'en faveur des réfugiés syriens et de leurs communautés d'accueil dans la région. Lors de la journée de dialogue avec la société civile, la question du principe de responsabilité et de la justice sera l'un des points importants à l'ordre du jour. Durant une table ronde dédiée aux efforts en cours pour

résoudre le problème des détenus et des personnes portées disparues en Syrie, ainsi qu'aux possibilités offertes par la création de la nouvelle Institution indépendante sur les personnes disparues en République arabe syrienne, un certain nombre de partenaires concernés participeront à la discussion, y compris le Mécanisme international, impartial et indépendant. Nous nous réjouissons à la perspective d'accueillir la communauté internationale à la Conférence et appelons tous les États Membres à faire preuve d'une générosité inébranlable et d'un soutien continu.

**M<sup>me</sup> Özgür** (Türkiye) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette séance. Nous remercions également M<sup>me</sup> Marchi-Uhel pour son exposé de ce matin, ainsi que pour son service en tant que Chef, depuis 2017, du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

Treize années se sont écoulées depuis le début du conflit en Syrie. Pourtant, les aspirations légitimes du peuple syrien ne sont toujours pas satisfaites. Au contraire, leur situation s'est encore aggravée en raison de l'absence de solution politique au conflit, d'actes terroristes et de la détérioration de la situation économique dans le pays, ainsi que de la diminution du financement humanitaire malgré des besoins constants à des niveaux record. L'escalade récente provoquée par les événements à Gaza pose également un risque sérieux d'embrasement régional. Le tableau sombre actuel en Syrie réaffirme l'urgence d'une solution politique au conflit. Depuis le début, la Türkiye n'a pas ménagé ses efforts pour appuyer une solution politique durable fondée sur l'intégrité territoriale et l'unité politique de la Syrie, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Le principe de responsabilité constitue une partie importante de cet objectif. Son application est essentielle pour que la justice soit rendue et que la réconciliation nationale soit établie.

Dans cette optique, la Türkiye soutient tous les mécanismes onusiens d'établissement des responsabilités concernant le conflit syrien et coopère étroitement avec eux. Nous nous étions portés coauteurs de la résolution 71/248, qui a créé le Mécanisme international, impartial et indépendant, et nous continuerons d'apporter notre appui à ses travaux de collecte de pièces sur les crimes les plus graves commis en Syrie depuis 2011. Nous sommes également heureux de constater que l'opposition syrienne et son organe exécutif, le Gouvernement intérimaire syrien, poursuivent leur dialogue avec les mécanismes redditionnels des Nations Unies. Nous encourageons le Mécanisme à poursuivre ce dialogue et à le renforcer. Le Mécanisme

joue un rôle précieux en tant que facilitateur de la justice en Syrie, ainsi que par sa coopération avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques concernant les attaques d'armes chimiques, et par son travail sur les crimes liés à Daech. Il est important de révéler le visage hideux du terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, comme les crimes graves commis par l'organisation terroriste du Parti des travailleurs du Kurdistan/Unités de protection du peuple/Forces démocratiques syriennes et ses pratiques oppressives inhumaines contre la population locale dans le nord-est de la Syrie, largement attestés au fil des ans dans divers rapports de l'Organisation des Nations Unies.

Pour conclure, la Türkiye continuera à soutenir les mécanismes redditionnels des Nations Unies dans leur travail concret visant à faire en sorte que les responsables du conflit en répondent.

**M<sup>me</sup> Chan Valverde** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Le Costa Rica souhaite remercier M<sup>me</sup> Marchi-Uhel pour la présentation du dixième rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables (voir A/78/772) et lui exprimer sa sincère gratitude, ainsi qu'aux membres de son équipe, qui ont recueilli non seulement des éléments de preuve, mais aussi des témoignages et des déclarations montrant l'espoir que suscite l'établissement des responsabilités.

Le Costa Rica réaffirme son engagement indéfectible à rester solidaire du travail dont s'acquitte le Mécanisme pour protéger les personnes vulnérables, défendre les opprimés et obtenir des réparations justes pour toutes les affaires auxquelles le Mécanisme prête son concours. Fervent défenseur du Mécanisme, le Costa Rica apprécie son rôle crucial, qui ne se borne pas à rendre justice pour les individus en Syrie mais donne une véritable impulsion en faveur de l'état de droit dans le monde entier. À cet égard, je me permettrai de mettre l'accent sur trois points fondamentaux.

Premièrement, le Mécanisme ne sert pas seulement à des fins procédurales : il joue également un rôle symbolique de gardien des témoignages. La collecte, le regroupement, la préservation et l'analyse méticuleux des éléments de preuve sont liés aux récits poignants de milliers de personnes, qui comptent parmi eux des signalements de violations systématiques des droits humains ou de l'emploi ignoble d'armes chimiques. Grâce à notre détermination collective, à nos ressources juridiques et à

notre engagement commun envers la justice, leurs témoignages seront essentiels pour lutter contre l'impunité des crimes les plus abominables. La création du Groupe des ressources Internet, par exemple, est essentielle pour permettre à un parquet moderne de regrouper une multitude de données complexes à utiliser dans le cadre d'un procès équitable. Cette opération illustre, à elle seule, notre engagement international en faveur des droits humains consacrés par les articles 7 à 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Chaque stratégie innovante renforce sa crédibilité et sa fiabilité et favorise ainsi un climat propice à un procès équitable pour les victimes et les auteurs d'infractions.

Deuxièmement, le Costa Rica salue l'engagement du Mécanisme en faveur de l'inclusivité à tous égards. Nous soulignons sa sensibilité culturelle, qui lui permet de s'accommoder de paysages religieux et culturels variés, et attirons également l'attention sur son engagement envers le multilinguisme.

Troisièmement, le Mécanisme est un modèle d'innovation et de coopération multilatérale, qui défie l'impasse au Conseil de sécurité. Agissant dans le même esprit de coopération qui a présidé à la conception du Mécanisme, les États se sont réunis pour administrer et rendre la justice, avec l'aide du Mécanisme. Le Costa Rica exprime sa gratitude aux États qui ont consacré leurs propres ressources juridiques à cette noble cause, conformément aux principes fondamentaux de coopération, de solidarité et de responsabilité partagée. Le Costa Rica rend un hommage particulier à l'Allemagne, à la Suède, aux Pays-Bas et à la France. Nous saluons ceux qui ont défendu et rendu la justice dans plusieurs juridictions, en respectant fidèlement les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels, dans l'intérêt de réparations justes. L'état de droit est une promesse de justice aux victimes sous le joug de la violence.

Néanmoins, nous savons qu'il reste encore beaucoup à faire. Le Mécanisme n'est pas en mesure de faire face à l'afflux des demandes d'assistance. Satisfaire ces besoins est coûteux. Le Costa Rica appelle donc les États qui en ont la capacité à contribuer et à honorer leurs engagements financiers. Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser ce système judiciaire révolutionnaire s'effondrer parce que quelques-uns auront rechigné à honorer leurs engagements. À quel stade décide-t-on que la justice coûte trop cher par rapport à la valeur qu'elle recèle ? Telle semble être la conclusion à laquelle beaucoup sont parvenus. D'ici le 30 septembre, le fonds d'affectation spéciale du Mécanisme sera épuisé. Le Costa Rica ne se contente pas d'appeler à le financer. Nous en appelons à la mémoire

collective de l'engagement que nous avons pris il y a huit ans et nous exhortons à nous remettre en adéquation avec la justice pour affronter un adversaire différent : l'apathie, que nous sommes capables de vaincre afin de rendre justice aux victimes et à la communauté internationale dans son ensemble. N'oublions jamais que nos destins sont liés les uns aux autres.

**M. Kulháněk** (République tchèque) (*parle en anglais*) : La République tchèque s'associe pleinement à la déclaration faite au nom de l'Union européenne et de ses États Membres, et je souhaiterais ajouter quelques remarques à titre national.

Tout d'abord, je voudrais remercier M<sup>me</sup> Marchi-Uhel, non seulement pour son dixième rapport (voir A/78/772), mais surtout pour son leadership engagé durant son mandat en tant que Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Nous lui adressons nos meilleurs vœux de succès dans ses entreprises futures.

Il y a plus de sept ans, la Tchéquie a apporté son appui ferme à la création du Mécanisme. Nous considérons qu'il s'agit d'un mécanisme véritablement chargé de sens, capable de contribuer à l'administration de la justice dans diverses juridictions. À cet égard, nous regrettons que la Cour pénale internationale n'ait pas encore pu se saisir de la situation en Syrie. Elle serait pourtant l'institution judiciaire la mieux placée pour exercer sa compétence dans un environnement aussi complexe. À propos justement de la complexité de la situation sur le terrain, je voudrais redire notre soutien aux travaux de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et de l'Équipe d'enquête et d'identification de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Le Mécanisme international, impartial et indépendant s'est révélé capable non seulement de remplir une fonction de quasi-parquet, mais aussi de contribuer aux travaux de la Cour internationale de Justice, comme l'illustre l'affaire concernant *L'Application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Canada et Pays-Bas c. République arabe syrienne)*, engagée contre la Syrie afin de la tenir responsable des violations de ses obligations conventionnelles. Cette coopération est l'illustration des recoupements qui peuvent s'opérer entre différents organes dotés de mandats distincts au sein du système des Nations Unies. Dans le même temps, elle illustre très clairement la nécessité d'un financement durable et prévisible

provenant du budget ordinaire de l'ONU. Depuis la création du Mécanisme et compte tenu de l'importance de son mandat, mon pays a contribué à un financement extrabudgétaire pour compléter les ressources du budget ordinaire.

Avec la création de ce Mécanisme, l'ONU a déclaré sa volonté de contribuer à l'instauration de l'état de droit et de la justice en Syrie. Nous sommes convaincus que cette volonté est aussi importante aujourd'hui qu'elle l'était à l'époque et qu'il faut maintenir l'impératif d'enquête et de poursuivre les violations et les abus du droit international, où qu'ils aient été commis et quels qu'en soient les auteurs.

**M. Rae** (Canada) (*parle en anglais*) : Au nom du Canada, je tiens tout d'abord à remercier M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel pour sa direction et son engagement infatigable en faveur du principe de responsabilité pour le peuple syrien. Nous apprécions notre collaboration tout au long de son mandat en tant que Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

Grâce à ses efforts continus en matière d'enquête et de poursuite des responsables des crimes abominables au regard du droit international commis en République arabe syrienne depuis mars 2011, le Mécanisme continue de jouer un rôle indispensable. La documentation et la collecte d'éléments de preuve sur les crimes de guerre et les violations des droits humains sont cruciales dans notre quête commune de respect du droit international et des droits humains. La communauté internationale doit donc continuer à apporter son appui, y compris un appui financier, par les crédits budgétaires nécessaires, afin de faciliter le travail du Mécanisme et d'autres mécanismes.

(*l'orateur poursuit en français*)

C'est un grand plaisir pour le Canada de souligner le leadership exceptionnel de M<sup>me</sup> Marchi-Uhel. D'une simple vague idée, elle a, avec le soutien de son équipe, créé un mécanisme qui donne une lueur d'espoir aux victimes et à leur famille, envers lesquelles son engagement est absolument remarquable.

(*l'orateur reprend en anglais*)

Le rapport le plus récent du Mécanisme (voir A/78/772) et le débat d'aujourd'hui démontrent la nécessité pour la communauté internationale de continuer à faire en sorte que la justice et l'application du principe de responsabilité, pour les victimes des crimes d'atrocité



commis par le régime syrien, restent au premier plan de nos efforts communs. À cet égard, le Canada reste fermement engagé à apporter son appui à la justice et à la reddition de comptes pour le peuple syrien qui subit des souffrances immenses depuis plus de 10 ans.

Dans cette optique, le Canada et les Pays-Bas continuent de collaborer étroitement pour rechercher la justice pour les victimes et les personnes rescapées de violations des droits humains, en particulier de la torture, en vertu de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Nous espérons que notre initiative commune constituera une avancée importante dans la lutte contre l'impunité qui persiste en Syrie depuis plus d'une décennie, et nous apprécions véritablement la volonté du Mécanisme de fournir des informations et des analyses sur le différend qui oppose le Canada et les Pays-Bas à la Syrie au titre de la Convention contre la torture.

Nous sommes convaincus que l'application du principe de responsabilité pour les violations des droits humains et l'administration de la justice pour les victimes sont indispensables pour favoriser une paix et une réconciliation durables en Syrie. Le Mécanisme demeure un outil essentiel pour atteindre ces objectifs. À ce titre, le Canada salue l'approche axée sur les victimes et les personnes rescapées que le Mécanisme a élaborée et intégrée dans l'ensemble de ses travaux.

Le conflit syrien a également eu un impact genré, dans la mesure où il touche de manière disproportionnée les femmes et les filles. Par conséquent, nous saluons l'adoption par le Mécanisme de méthodologies sensibles au genre et aux enfants dans son travail, ainsi que ses stratégies thématiques sur le genre, les enfants et les jeunes.

Nous savons tous que le chemin vers la justice est semé d'embûches. Les complexités politiques du conflit syrien posent des obstacles considérables au principe de responsabilité. Malgré ces difficultés, le Canada croit en l'efficacité du travail du Mécanisme. À cet égard, nous nous félicitons de la nomination de M. Robert Petit et lui adressons nos meilleurs vœux de succès dans l'exercice de son rôle crucial en tant que Chef du Mécanisme. Nous sommes entre de bonnes mains, compte tenu de son expérience considérable dans la quête de responsabilisation à l'échelle internationale.

Le Canada continuera de collaborer avec la communauté internationale et les partenaires de la société civile pour soutenir les efforts en matière d'application du principe de responsabilité et promouvoir une paix durable en Syrie. Mais au-delà de cela, je tiens à préciser que notre attachement au principe de responsabilité ne se

limite pas à un seul pays ou à un seul différend. J'entends parfois l'expression « deux poids, deux mesures » dans la salle de l'Assemblée. Il ne peut pas y avoir deux poids, deux mesures : il n'existe qu'un seul poids et une seule mesure, une seule norme. C'est envers cette norme que nous nous sommes tous engagés. Cette norme est la Charte des Nations Unies. Cette norme, ce sont les institutions que nous avons créées, les conventions que nous avons signées, notre adhésion à la Cour internationale de Justice, l'adhésion de la plupart d'entre nous à la Cour pénale internationale et la mise en place des mécanismes redditionnels que nous avons créés afin de permettre à tout le moins la collecte d'éléments de preuve dans la lutte contre les pires agressions contre l'humanité.

Soyons très clairs : aucun pays, où que ce soit sur cette planète, n'est au-dessus ni en dehors de l'état de droit. Aucun pays n'est exempt des normes que nous avons créées en commun, pas plus mon propre pays qu'un autre. Nous ne réclamons aucune exemption. Nous ne prétendons à aucun degré d'exceptionnalisme. Nous acceptons l'unique norme qui s'applique à toutes les nations du monde, à savoir que personne n'est au-dessus de la loi. Si puissants que vous soyez, la loi est toujours au-dessus de vous. Nous ne devons jamais l'oublier. Elle s'applique à tous les États représentés ici dans la salle. Elle s'applique à tous les gouvernements. Elle s'applique à tous les auteurs de crimes commis tous les jours dans le monde, comme la violence contre les enfants, le recours délibéré à la violence sexuelle comme moyen de guerre et toute intention d'affamer des populations ou de les priver de leurs besoins vitaux. Tous ces faits constituent des crimes. Tous représentent des atteintes à notre sens commun de la justice. Les mécanismes redditionnels constituent un élément essentiel de l'architecture que nous n'avons toujours pas fini de construire. Et on peut me croire, le chantier est loin d'être terminé. Mais ne nous y trompons pas, cette loi s'applique à nous tous, sans exception.

**M<sup>me</sup> Dime-Labille** (France) : Je remercie M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel pour la présentation de son rapport (voir A/78/772).

En complément de la déclaration de l'Union européenne, je souhaiterais ajouter les remarques qui suivent à titre national.

La France soutient les initiatives de lutte contre l'impunité pour que justice soit rendue à l'ensemble des victimes des innombrables violations des droits de l'homme infligées au peuple syrien depuis 2011 et pour que les responsables d'atrocités répondent de leurs actes. Le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du

droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables joue un rôle essentiel dans la collecte, la préservation et l'analyse des éléments de preuve. La France salue les progrès réalisés au cours de la période considérée dans ce dixième rapport du Mécanisme. La lutte contre l'impunité est cruciale pour bâtir une paix durable en Syrie et mettre en œuvre une solution politique basée sur la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité.

Nous saluons le courage immense des acteurs de la société civile syrienne dont les contributions fournissent un appui précieux au travail du Mécanisme. Cette collaboration est fondamentale pour atteindre les objectifs d'une justice inclusive, pour progresser dans la prise en compte des perspectives liées au genre, aux enfants et aux jeunes. Nous saluons à cet égard la mise en place de stratégies dédiées, dans le cadre d'une approche centrée sur les victimes.

La France soutient les efforts des Nations Unies pour que justice soit rendue à toutes les victimes de la crise syrienne. En 2021, nous avons signé une convention de coopération judiciaire internationale avec le Mécanisme. Trente-huit enquêtes françaises bénéficient de l'expertise et du soutien du Mécanisme. Cette coopération a permis que soit organisé le premier procès en France de hauts responsables du régime syrien pour crimes contre l'humanité, qui s'ouvrira le 21 mai. Nous appelons tous les États à soutenir et à collaborer avec le Mécanisme, en leur permettant d'accéder aux preuves, et à soutenir les efforts de l'ensemble des entités onusiennes dédiées à la situation en Syrie.

Les violations des droits de l'homme se poursuivent de manière généralisée dans ce pays, comme l'attestent les rapports du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme et de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne. La France réitère sa ferme condamnation des attaques contre les civils et appelle toutes les parties au conflit, notamment le régime syrien et ses alliés étatiques et non étatiques, à respecter le droit international humanitaire et les droits de l'homme.

La France condamne l'emploi, par le régime syrien, d'armes chimiques contre sa population et continuera à agir, au sein de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, afin que Damas se conforme à ses obligations au titre de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. À cet égard, nous rappelons que la France a lancé le Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques, qu'elle préside et qui réunit aujourd'hui 40 États et l'Union européenne.

*M. Pieris (Sri Lanka), Vice-Président, assume la présidence.*

Les responsables des atrocités qui se perpétuent depuis 2011 en Syrie doivent répondre de leurs actes, nous le répétons. Le peuple syrien souffre depuis 13 ans d'une répression brutale et destructrice. Aucune paix durable en Syrie ne saurait advenir sans justice ni solution politique basée sur la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Il est grand temps que le régime de Damas accepte des avancées tangibles en ce sens.

Enfin, et alors que M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel quitte prochainement ses fonctions, la France salue l'importance du travail accompli avec son équipe tout au long de son mandat à la tête du Mécanisme. Nous la félicitons de son engagement inestimable et son apport à la justice et à la lutte contre l'impunité.

**M. Wenaweser** (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : Il y a 13 ans, le peuple syrien a réclamé le respect de ses libertés et de ses droits fondamentaux. En réponse, le régime syrien l'a réprimé et a orchestré une entreprise criminelle et une crise humanitaire parmi les plus graves depuis la Seconde Guerre mondiale, qui ont causé plus de 400 000 morts, des dizaines de milliers de personnes portées disparues et plus de 6 millions de réfugiés qui ont fui leur foyer pour échapper aux atrocités.

Le régime syrien a employé à plusieurs reprises des armes chimiques contre son propre peuple, comme l'ont prouvé sans l'ombre d'un doute l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, et il a appliqué une politique de crimes contre l'humanité. La nécessité de demander des comptes aux auteurs de ces atrocités est plus manifeste que jamais pour les innombrables victimes et personnes rescapées de ces crimes abominables, pour la communauté internationale dans son ensemble, ainsi que pour la cause de la justice et du principe de responsabilité.

Lorsque l'impunité devient la réponse par défaut à des crimes internationaux, les auteurs de ces crimes sont dangereusement encouragés à prendre encore plus de distance avec les règles que nous avons établies collectivement en faveur d'une existence pacifique. Pour preuve, nombre des acteurs qui ont favorisé l'impunité pour les atrocités commises en Syrie cherchent aujourd'hui à bénéficier de l'impunité pour leurs propres violations du droit international dans d'autres pays, et plus particulièrement en Ukraine. L'impunité engendre l'impunité et il faut tout faire pour mettre un terme à ce cercle vicieux.

En décembre 2016 (voir A/71/PV.66), j'ai eu l'honneur de présenter depuis cette tribune le texte qui a été adopté en tant que résolution 71/248. En adoptant ce texte, l'Assemblée générale a fait preuve de son engagement à respecter le droit international.

Je remercie M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, d'avoir présenté aujourd'hui son rapport (voir A/78/772) à l'Assemblée générale. Étant donné qu'il s'agit de sa dernière présentation devant l'Assemblée, je tiens à la remercier très chaleureusement pour ses années de direction compétente, qui ont été déterminantes pour assurer la place solide que le Mécanisme occupe dans le paysage des mécanismes internationaux consacrés à l'application du principe de responsabilité. Nous souhaitons la bienvenue au nouveau Chef du Mécanisme, M. Robert Petit, et nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec lui.

Comme le souligne son dernier rapport, le Mécanisme a démontré son rôle précieux pour assurer l'application du principe de responsabilité pour les crimes les plus graves commis en Syrie. Le Mécanisme a encore étoffé son répertoire central d'éléments de preuve, facilité les activités judiciaires, communiqué davantage d'informations aux juridictions compétentes, affiné ses stratégies thématiques et contribué à des affaires très médiatisées concernant des responsables syriens dans des pays tiers, notamment en France, où un tribunal a délivré un mandat d'arrêt international contre Bachar Al-Assad pour complicité de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité liés à des attaques à l'arme chimique contre des civils.

Au moment de sa création, le Mécanisme international, impartial et indépendant représentait un acte de foi, un modèle inédit pour faire progresser l'application du principe de responsabilité. Ce modèle a fait ses preuves et a été reproduit avec succès par le Conseil des droits de l'homme en tant que mécanisme redditionnel pour la situation au Myanmar. En fin de compte, ces mécanismes devraient devenir un élément permanent de notre travail d'établissement des responsabilités, accessible pour toutes les situations où les crimes les plus graves sont commis à grande échelle et de manière systématique.

L'importance des travaux en cours du Mécanisme en Syrie a été confirmée par la décision d'en imputer le financement sur le budget ordinaire des Nations Unies. Nous nous félicitons de l'appui continu apporté au Mécanisme par le financement durable dont il bénéficie en étant dorénavant imputé sur le budget ordinaire, qui garantira qu'il ne souffrira pas d'un manque de fonds, compte tenu de toutes les demandes de justice qui lui sont adressées en tant qu'institution centrale à ce stade dans la lutte contre l'impunité en Syrie.

Le succès du Mécanisme est également un rappel important du rôle essentiel que l'Assemblée peut jouer dans la promotion du principe de responsabilité. Il est toutefois important également de rappeler que le Mécanisme ne répond qu'en partie aux difficultés d'établir les responsabilités en Syrie. Nous devons rester attachés à l'application du principe de responsabilité dans toutes les situations où les crimes les plus graves au regard du droit international sont commis. Comme la société civile syrienne l'a souligné à maintes reprises, une paix durable en Syrie, et partout où des atrocités sont commises, doit impérativement être fondée sur la justice pour les crimes passés.

**M<sup>me</sup> Shino (Japon) (*parle en anglais*) :** Je remercie M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, pour son exposé très utile, et je lui exprime notre gratitude, ainsi qu'à son équipe, pour leur dévouement à la tâche.

Alors que le conflit en Syrie entame sa quatorzième année et que la crise humanitaire continue de s'aggraver, nous devons nous rappeler que la seule voie vers la paix et la stabilité réside dans un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens sous les auspices de l'ONU. Un élément important de ce processus politique est de veiller à appliquer la justice et le principe de responsabilité. Le travail du Mécanisme demeure indispensable à ce titre.

Le Japon se félicite des progrès considérables réalisés au regard de l'objectif du Mécanisme, qui est de faciliter une justice inclusive pour les victimes des crimes les plus graves commis en Syrie depuis mars 2011. Il est impératif que les auteurs des crimes internationaux majeurs commis en Syrie soient tenus responsables de leurs actes. À cet égard, l'augmentation, en volume et en qualité, de l'appui apporté par le Mécanisme a conduit à des résultats en matière de reddition de la justice et a ouvert de nouvelles perspectives dans plusieurs juridictions concernant divers crimes, groupes de responsables et communautés de victimes et de personnes rescapées.

Nous nous félicitons que le Mécanisme ait progressé dans la mise en œuvre de son plan stratégique pour la période 2023-2025. Nous reconnaissons pleinement que l'approche du Mécanisme, axée sur les victimes et les personnes rescapées, continue d'être au cœur de son travail. L'intensification de sa coopération et de ses échanges avec les acteurs de la société civile approfondira sa compréhension des perspectives et des besoins des communautés touchées, renforçant ainsi les efforts d'établissement des responsabilités. En outre,

le maintien de l'accent sur des questions thématiques, telles que les perspectives de genre, facilite la mise en œuvre d'approches plus globales. D'autre part, l'élucidation du sort des personnes portées disparues et du lieu où elles se trouvent demeure une question cruciale qui doit être traitée de toute urgence. Bien que la création de l'Institution indépendante pour les personnes disparues en République arabe syrienne représente une avancée significative, il faut que les travaux du Mécanisme aient un effet synergique sur cette initiative. Dans cette optique, le Japon apprécie que le Mécanisme soit prêt à coopérer pleinement.

Pour conclure, cela fait plus de 10 ans que le peuple syrien endure des souffrances sans commune mesure. Du fait de l'escalade de la violence en Syrie et dans la région, de la détérioration socioéconomique et des répercussions des tremblements de terre dévastateurs de 2023, 16,7 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. Pour sa part, le Japon continuera à soutenir des initiatives comme le Mécanisme, et à contribuer, en tant que membre du Conseil de sécurité, à la promotion d'un processus politique global et inclusif en Syrie, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité.

**M. Aref** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Conformément à la Charte des Nations Unies, l'Organisation est fondée sur l'égalité souveraine de tous ses États Membres. De même, la non-intervention et l'intégrité territoriale des États font effectivement partie des principes fondamentaux du droit international énoncés dans la Charte. Agir en accord avec ces principes fondamentaux, qui constituent le socle des relations internationales et du droit international, exige une adhésion pleine et entière à ceux-ci et leur respect dans toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies, ce qui, a fortiori, exige le rejet de mécanismes qui les violent. La République islamique d'Iran, État Membre responsable de l'ONU, rejette catégoriquement le prétendu « Mécanisme international, impartial et indépendant » qui a été tramé contre la République arabe syrienne et son peuple. En effet, ce Mécanisme non seulement contrevient aux principes fondamentaux du droit international, en particulier les principes d'égalité souveraine, de non-intervention et d'intégrité territoriale, mais il est contraire aux objectifs mêmes énoncés dans la Charte.

Ce mécanisme, et les implications budgétaires inutiles qu'il inflige aux Nations Unies, dépasse les compétences et les mandats de l'Organisation. L'Assemblée générale n'est pas investie d'une tâche consistant à traiter de questions judiciaires ou à créer des entités quasi judiciaires en ayant recours à des résolutions hautement politisées. Elle n'a pas non plus compétence pour imposer ou prétendre exercer un quelconque mécanisme de contrôle sur les États Membres, surtout sans leur

consentement, car cela s'oppose clairement à la lettre et à l'esprit mêmes de la Charte des Nations Unies.

La résolution non consensuelle 71/248 et les questions litigieuses qu'elle contient témoignent bien des défauts fondamentaux inhérents à la tentative d'échafauder un mécanisme, par l'intermédiaire de l'Assemblée générale. Un tel mécanisme, qui est truffé d'écueils juridiques, empiète clairement sur les prérogatives et la compétence nationale des États et, par conséquent, contrevient également à l'Article 2 de la Charte. Nous sommes d'avis que la tenue d'un débat sur des questions juridiques en rapport avec le Mécanisme ne le rend pas pour autant juridiquement acceptable, car il continue de s'inscrire en violation des principes fondamentaux énoncés dans le droit international et la Charte.

Dans le même ordre d'idées, je voudrais souligner que le simple contenu et le titre de cette résolution, formulés dans des termes aussi neutres que « international », « impartial » et « indépendant », ne lui confèrent pas pour autant de caractère international, impartial ou indépendant. Ce processus et ce mécanisme ont été portés et promus dans leur intégralité par certains pays occidentaux qui, tous les jours, violent la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, et ils servent leurs objectifs politiques extrêmement partisans et injustes. Ils infligent à la population syrienne des conditions de vie très précaires en imposant des mesures coercitives unilatérales et exploitent les richesses et les ressources naturelles du peuple syrien. Ces pays incitent également à la violence et au terrorisme à l'intérieur de la République arabe syrienne. Par conséquent, et compte tenu des circonstances de l'adoption de la résolution et des activités en cours dans le cadre de cette résolution, il est évident que ce mécanisme, dépourvu de toute crédibilité, ne peut manifestement pas être considéré comme impartial ou indépendant.

Un tel mécanisme est un exemple de plus, s'il en fallait, des approches sélectives et injustes, et caractérisées par deux poids, deux mesures, qu'emploient une poignée de pays et qui témoignent de l'utilisation abusive persistante des organisations internationales par certains pays occidentaux. Celle-ci se manifeste dans toute sa clarté aujourd'hui, alors que nous assistons aux efforts déployés par les pays occidentaux, qui se sont portés coauteurs de la résolution, pour empêcher – non seulement passivement, mais activement, et par tous les moyens à leur disposition – la création de tout mécanisme ou l'adoption de toute mesure qui pourrait résorber, prévenir ou du moins atténuer le préjudice flagrant et irréparable qui résulte de la perpétration continue de crimes atroces, y compris le crime de génocide, contre le peuple palestinien à Gaza.



Pour conclure, nous tenons à réaffirmer notre rejet du Mécanisme et à rappeler que les conclusions qui en découlent ne peuvent être considérées comme une source légitime d'éléments de preuve pour les procédures judiciaires, y compris au sein des cours et tribunaux internationaux. Nous pensons qu'une telle initiative met en péril la crédibilité et l'intégrité du système des Nations Unies. Elle érode les fondements de l'état de droit au niveau international, tout en échouant à apporter la paix et la stabilité à la République arabe syrienne et à son peuple.

**M<sup>me</sup> Stoeva** (Bulgarie) (*parle en anglais*) : La Bulgarie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, et j'aimerais également souligner quelques points à titre national.

Je voudrais tout d'abord de saluer la présence aujourd'hui de M<sup>me</sup> Marchi-Uhel, Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, et la remercier pour la présentation du dixième rapport (voir A/78/772) sur la mise en œuvre du mandat du Mécanisme, ainsi que pour le professionnalisme et le dévouement dont elle a fait preuve au cours de son mandat.

La Bulgarie se félicite du rapport et de ses recommandations sur la coopération du Mécanisme avec l'Organisation des Nations Unies, les États et la société civile. Nous saluons l'engagement inébranlable du Mécanisme à préserver les éléments de preuve, à analyser les données et à apporter un concours inestimable aux unités nationales chargées des crimes de guerre. Nous soulignons l'engagement du Mécanisme en faveur d'une justice inclusive et son approche axée sur les victimes et les personnes rescapées, et nous apprécions l'implication du Mécanisme auprès des acteurs de la société civile. Nous nous félicitons également de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies thématiques sur le genre, les enfants et les objectifs plus larges en matière de justice, ainsi que de la détermination du Mécanisme à soutenir, conformément à son mandat, l'entrée en activité de la nouvelle Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne.

Tout en notant avec satisfaction les progrès réalisés par le Mécanisme dans la mise en œuvre de son plan stratégique pour la période 2023-2025, nous demeurons préoccupés par les incertitudes qui entourent les ressources extrabudgétaires, qui sont de plus en plus nécessaires pour compléter les ressources du budget ordinaire introduites en 2020.

Le débat d'aujourd'hui n'est pas seulement l'occasion de discuter des progrès et des difficultés actuels dans la mise en œuvre du mandat du Mécanisme, mais aussi de nous rappeler que le Mécanisme pour la Syrie constitue une initiative innovante et responsable, et ce, à plusieurs titres.

Tout d'abord, sa création a eu pour effet de transférer à l'Assemblée générale le principe de responsabilité jusque-là confié au Conseil de sécurité. Les frustrations suscitées par la paralysie du Conseil de sécurité face à des atrocités présumées de grande ampleur ont incité l'Assemblée générale à jouer un rôle plus central dans l'appui qu'elle apporte aux initiatives de justice pénale internationale.

Deuxièmement, le Mécanisme se positionne comme trait d'union entre les différents secteurs et pour servir de répertoire central pour le matériel recueilli – plutôt que de se concentrer uniquement sur la collecte, le regroupement, la préservation et l'analyse des éléments de preuve, afin de servir les objectifs d'un futur tribunal pénal international dans la reddition de la justice. En effet, la première réalisation significative du Mécanisme est sa fonction de répertoire central, et tout investissement dans les technologies visant à le rendre plus facilement consultable apportera un appui indispensable aux juridictions nationales qui ont engagé des enquêtes et ouvert des procès au titre des principes de la compétence universelle.

La principale difficulté du travail du Mécanisme ne tient pas au manque d'éléments disponibles sur la situation en Syrie, mais plutôt à la manière de gérer efficacement leur volume considérable. Il faut donc que le Mécanisme imagine de nouvelles approches des pratiques d'archivage classiques qui intègrent les technologies et les preuves juridiques, et nous nous félicitons des informations fournies à cet égard dans le rapport. Nous notons également la nécessité de résoudre de manière innovante et globale les difficultés liées à l'accès, à la fragmentation, à la coordination, au volume et à la confidentialité des éléments collectés.

Pour conclure, bien que plusieurs États continuent de s'opposer au mandat et à l'existence du Mécanisme, la Bulgarie fait partie de la majorité des États Membres qui restent engagés à juger les responsables des crimes commis en Syrie et ailleurs dans le monde. Le Mécanisme ne se contente pas de faire progresser la justice et l'application du principe de responsabilité pour les Syriens, il est également source d'inspiration pour les acteurs de la justice dans d'autres situations de conflit en cours. C'est pourquoi la Bulgarie appelle tous les États engagés en faveur de l'instauration d'une paix durable grâce à l'administration d'une justice impartiale et complète, à continuer d'appuyer

directement et indirectement le Mécanisme et à renforcer les capacités de leurs autorités judiciaires et de leurs parquets pour enquêter sur les crimes commis à l'intérieur et à l'extérieur de leurs territoires et poursuivre leurs auteurs.

**M. Kim Song** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : La délégation de la République populaire démocratique de Corée profite de cette occasion pour clarifier sa position concernant le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

Nous réaffirmons notre position constante d'opposition à la création du Mécanisme et à son activité, car celle-ci constitue une violation manifeste des objectifs et des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, ainsi que du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures, principes fondamentaux des relations internationales. Nous notons que l'adoption de la résolution 71/248 sur la création du Mécanisme était à la fois non transparente et non consensuelle. Il est bien connu que toute assistance technique juridique des Nations Unies apportée à un État Membre doit être fournie conformément à la requête de l'État concerné. Or la résolution de l'Assemblée générale concernant la création du Mécanisme a été adoptée sans consultations préalables avec l'État concerné et sans son consentement.

En outre, sur la base des principes énoncés dans la Charte et de ses articles pertinents, l'Assemblée générale n'est investie d'aucun mandat pour créer un organe d'enquête ou un organe judiciaire, ce mandat étant exclusivement dévolu au Conseil de sécurité. La création du Mécanisme n'est rien d'autre qu'un exemple typique de la politisation, du deux poids, deux mesures et de la sélectivité s'agissant des droits humains. Depuis ses tout débuts, le Mécanisme, tout en prônant l'indépendance et l'impartialité, se donne pour seule mission de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie et de renverser son système social, tout en menant ses activités sur la base d'informations fabriquées de toutes pièces et de faux témoignages fournis par des forces hostiles.

Rien ne peut justifier les actions qui autorisent ce mécanisme illégal à mener ses activités sous l'égide de l'ONU, ou qui permettent de le parrainer et de financer ses activités par le budget ordinaire des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies ne doit en aucun cas être soumise aux pressions politiques de certains pays occidentaux et doit impérativement préserver son impartialité, son objectivité et sa crédibilité en tant que

facilitatrice du processus de recherche d'une solution politique à la question syrienne.

La République populaire démocratique de Corée apporte son soutien indéfectible au Gouvernement et au peuple de la République arabe syrienne dans leur lutte pour défendre leur souveraineté et leur intégrité territoriale, tout en garantissant les droits humains de leur propre peuple et en combattant toutes les tentatives corrompues d'ingérence de la part de forces extérieures.

Pour conclure, ma délégation espère que la question syrienne sera traitée de manière pacifique, par des moyens politiques et sans aucune ingérence, conformément aux demandes et aux intérêts du peuple syrien.

**M<sup>me</sup> Pringle** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier la Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, pour la présentation de son dixième rapport (voir A/78/772).

La Nouvelle-Zélande se félicite de la possibilité de débattre du travail important du Mécanisme à cette séance plénière de l'Assemblée générale. La Nouvelle-Zélande réitère son appui ferme au Mécanisme et au travail essentiel qu'il continue d'accomplir en faveur de la justice et de l'application du principe de responsabilité pour les crimes internationaux commis en Syrie. Ses efforts sont cruciaux pour prévenir l'impunité en Syrie et pour que justice soit rendue aux victimes et aux personnes rescapées. La justice et l'application du principe de responsabilité pour les crimes internationaux sont fondamentaux pour une paix durable. La Nouvelle-Zélande se félicite des conclusions du rapport qui constatent les importants nouveaux progrès réalisés dans l'accomplissement du mandat du Mécanisme.

La Nouvelle-Zélande salue l'assistance que le Mécanisme a apportée aux juridictions compétentes. L'augmentation des demandes d'assistance de la part des juridictions compétentes nous semble attester de l'utilité du travail accompli par le Mécanisme. La Nouvelle-Zélande salue son approche axée sur les victimes et les personnes rescapées, ainsi que la poursuite de l'élaboration et de la mise en œuvre de ses stratégies thématiques sur le genre, les enfants et les jeunes, ainsi que des objectifs de justice plus larges.

La Nouvelle-Zélande se félicite également de l'élargissement et de l'intensification de sa coopération avec les acteurs de la société civile, qui jouent un rôle crucial de catalyseurs de l'approche axée sur les victimes

et les personnes rescapées. En cette période marquée par des conflits et des crises de grande envergure partout dans le monde, il ne faut pas oublier le besoin de justice et d'établissement des responsabilités qui existe en Syrie. Nous continuerons à suivre de près les travaux du Mécanisme, et il pourra continuer à compter sur l'appui de la Nouvelle-Zélande.

Enfin, la Nouvelle-Zélande souhaite remercier M<sup>me</sup> Marchi-Uhel pour le travail qu'elle a accompli durant son mandat de Chef du Mécanisme, et nous adressons également à son successeur, M. Robert Petit, tous nos vœux de réussite lorsqu'il prendra ses fonctions.

**M<sup>me</sup> Brandt** (Royaume des Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Le Royaume des Pays-Bas s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

On me permettra de souligner quatre points.

Premièrement, en ce qui concerne l'important travail du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, cela fait plus de 13 ans que la communauté internationale appelle la Syrie à respecter ses obligations juridiques internationales. Malheureusement, la Syrie refuse d'assumer toute responsabilité et continue de violer le droit international en toute impunité. Pour tous les Syriens touchés par les atrocités et leurs familles, l'application du principe de responsabilité se fait certes attendre, mais elle n'est pas hors de portée. Le Royaume des Pays-Bas salue le rôle essentiel que le Mécanisme a joué et continue de jouer dans le respect du principe de responsabilité pour le peuple syrien, aux côtés de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, et des travaux importants accomplis par la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et l'Équipe d'enquête et d'identification de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Le Mécanisme s'est révélé être une entité d'exception, qui aide à garantir que les crimes les plus graves commis à ce jour en Syrie ne soient pas oubliés et ne restent pas impunis.

Deuxièmement, les efforts pour appliquer le principe de responsabilité au niveau national renforcent les efforts multilatéraux, comme les travaux du Mécanisme, et inversement. Les initiatives nationales et internationales en matière de reddition de comptes, y compris les enquêtes et les poursuites internes, aident la communauté internationale à remédier à l'impunité. Une paix durable en Syrie ne sera possible que si les responsables sont tenus de rendre

des comptes et si les victimes obtiennent justice. C'est pourquoi, comme l'ont également noté les orateurs précédents, le Canada et le Royaume des Pays-Bas ont invoqué la responsabilité de la Syrie pour des violations de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, dans le but, à terme, d'intenter une procédure contre la Syrie auprès de la Cour internationale de Justice. Nous nous félicitons de l'ordonnance rendue par la Cour internationale de Justice en réponse à notre demande de mesures conservatoires, qui impose à la Syrie d'empêcher les actes de torture et autres traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants, de veiller à ce qu'aucune personne placée sous son contrôle ne commette de telles pratiques, ainsi que de préserver les éléments de preuve liés à de tels actes. Ces mesures conservatoires sont une avancée importante pour l'application du principe de responsabilité et l'administration de la justice, dont le peuple syrien a grandement besoin. Nous nous joignons à d'autres pour appeler la Syrie à respecter l'ordonnance de la Cour internationale de Justice. Nous sommes convaincus qu'il ne sera possible de parvenir à une justice véritable et à un véritable établissement des responsabilités qu'à condition d'adopter une approche axée sur les victimes et les personnes rescapées, notamment en appliquant des perspectives sensibles au genre, aux enfants et aux jeunes, telles que prises en considération par le Mécanisme.

Troisièmement, on ne saurait trop insister sur l'importance de la collaboration avec les organisations de la société civile syrienne représentant les personnes rescapées et les victimes. Elles sont essentielles pour la quête de justice et d'établissement des responsabilités. Depuis sa création, le Mécanisme reconnaît l'importance d'une démarche d'échange et de coopération avec les organisations de la société civile syrienne, en raison de la position unique qu'elles occupent pour documenter les crimes et faire en sorte que les voix syriennes soient entendues. Cette démarche a également bénéficié au travail et à la pertinence du Mécanisme. Non seulement l'engagement du Mécanisme en faveur d'une justice inclusive est louable, mais, comme nous l'avons déjà dit, il peut et doit servir d'exemple à d'autres institutions mandatées par l'ONU.

Quatrièmement et pour finir, le Royaume des Pays-Bas est fier de l'appui qu'il apporte au Mécanisme depuis sa création. Ses travaux sont indispensables pour garantir l'efficacité des efforts pour appliquer le principe de responsabilité aux niveaux national, régional et international. Nous continuerons à appeler tous les États à coopérer avec le Mécanisme et lui apporter leur appui. Il est également de notre responsabilité commune de veiller à doter le Mécanisme des ressources suffisantes, notamment d'une allocation soutenue et accrue de ressources

imputée sur budget ordinaire, comme indiqué dans le dixième rapport du Mécanisme (voir A/78/772). Notre coopération et notre appui sont essentiels pour mettre fin à l'impunité et faire en sorte que les auteurs de ces crimes répondent de leurs actes, non seulement parce que les victimes et leurs familles en Syrie exigent et méritent que justice soit faite, mais aussi parce que cela donne de l'espoir aux populations d'autres zones de conflit.

Je me permettrai de conclure en me joignant aux autres orateurs pour exprimer notre sincère gratitude à M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel pour ses efforts inlassables, son immense dévouement et ses services inestimables. Nous ne pourrions jamais assez la remercier. Nous adressons à son successeur, M. Robert Petit, nos meilleurs vœux de réussite dans ses nouvelles fonctions.

**M. Niu Xiaoqiang** (Chine) (*parle en chinois*) : La question syrienne traîne depuis 13 ans. L'invasion illégale, l'occupation étrangère, le terrorisme et les mesures coercitives unilatérales ont causé d'énormes préjudices au peuple syrien. La communauté internationale devrait en tirer des leçons qui s'imposent pour promouvoir un règlement politique de la question syrienne.

J'aborderai trois points.

Premièrement, il appartient au peuple syrien lui-même de décider de son avenir. La Chine soutient les efforts de médiation de l'ONU, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité, pour continuer à promouvoir un processus politique dirigé et contrôlé par les Syriens. Nous nous félicitons du renforcement des communications et de la coopération entre la Ligue des États arabes et d'autres pays de la région avec le Gouvernement syrien, ainsi que de leur rôle constructif dans le règlement de la question syrienne.

Deuxièmement, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Syrie doivent être réellement préservées. Depuis le début du conflit palestinien-israélien en cours, Israël a lancé de fréquentes frappes aériennes contre plusieurs sites en Syrie, via le Golan occupé, en violation grave de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Syrie, ce qui préoccupe vivement la Chine. Dans le contexte du conflit palestinien-israélien en cours, toutes les parties doivent faire preuve de retenue afin d'éviter d'exacerber les tensions et de déclencher, entre les foyers de tension, des réactions en chaîne qui entraîneront une propagation du conflit.

Troisièmement, les sanctions unilatérales et le pillage des ressources ont longtemps entravé le relèvement économique et le développement social de la Syrie, ainsi que l'amélioration des moyens de subsistance, tout en violant gravement les droits humains les plus fondamentaux

du peuple syrien, tels que les droits à la subsistance, au développement et à la santé. De tels actes doivent cesser séance tenante. Les prétendues exemptions humanitaires aux sanctions unilatérales contre la Syrie ne sauraient cacher les dommages systémiques causés par ces sanctions unilatérales de longue date, et encore moins les compenser. Les pays concernés doivent immédiatement mettre fin à ces actes illégaux et les forces étrangères doivent retirer immédiatement de Syrie leur présence militaire illégale.

La Chine n'a de cesse de s'opposer à toute violation du droit international humanitaire ou du droit international des droits de l'homme et maintient que toutes les parties syriennes doivent respecter le droit international, y compris le droit international humanitaire. La question de l'impunité doit être abordée dans le plein respect de la souveraineté judiciaire du pays concerné, en tirant parti de son rôle de premier plan et en soutenant le règlement politique global. Les mesures prises dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies doivent contribuer à maintenir l'unité des États Membres et aider les parties syriennes à renforcer la confiance mutuelle et à parvenir à un consensus. Les discussions sur l'application du principe de responsabilité ne doivent pas être politisées en recourant à l'imposition de sanctions et de pressions sur le Gouvernement du pays concerné.

La position de la Chine concernant la création d'un Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables reste inchangée. La création du Mécanisme a été très controversée, dans la mesure où elle s'est déroulée en l'absence de consultation complète avec le pays concerné et sans le soutien de son gouvernement. Les États Membres de l'ONU sont également très divisés quant aux travaux et aux rapports du Mécanisme. La Chine n'est pas favorable à l'inclusion des travaux du Mécanisme dans le budget ordinaire de l'ONU.

**M<sup>me</sup> Baeriswyl** (Suisse) : La Suisse remercie la Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables pour la présentation de ce rapport (voir A/78/772) et félicite le Mécanisme pour ses résultats substantiels et les progrès réalisés au cours de l'année écoulée.

« Il n'y aura pas de paix durable en Syrie sans justice pour les victimes ». Ce message, nous devons le marteler encore face à la violence d'un conflit qui s'éternise, aux



conséquences dramatiques pour la population. Tous les Syriens et toutes les Syriennes ont subi les affres d'une guerre caractérisée par un mépris choquant pour le droit international humanitaire et les droits humains. On ne compte plus le nombre de civils tués, de victimes de tortures, de disparitions forcées, d'exilés. Dans ce sinistre paysage, le travail de justice transitionnelle conduit par le Mécanisme indépendant est salutaire. Il offre une lumière d'espoir à toutes les victimes en Syrie et esquisse les prémices d'une réconciliation dont ce pays a tant besoin. C'est dans cet esprit que la Suisse a soutenu dès son établissement le Mécanisme et continue de le faire.

On me permettra de souligner divers éléments :

Tout d'abord, la contribution du Mécanisme aux efforts de reddition des comptes en Syrie est incontournable, comme en témoignent les niveaux sans précédent atteints par les demandes en assistance transmises par les juridictions compétentes. Ces centaines de procédures ont conduit à des résultats tangibles, avec l'ouverture d'enquêtes et de procès notamment en Allemagne, en Suède ou en France. La Suisse salue l'action d'une justice impartiale et centrée sur les attentes des victimes.

Ensuite, le Mécanisme indépendant peut compter dans sa mission sur une contribution significative venue de la société civile. En Syrie, cette dernière remplit un rôle crucial dans la documentation des crimes commis. Dans ce contexte, la Suisse et les Pays-Bas s'engagent pour faciliter la collaboration entre le Mécanisme et les organisations de la société civile syrienne, par le biais du processus de Lausanne.

Enfin, je voudrais rendre cette Assemblée attentive au fait que ces réussites ne sont rendues possibles qu'à la condition d'un financement pérenne du Mécanisme indépendant. Devant l'augmentation marquée de ses activités d'assistance et de ses travaux d'enquête, le Mécanisme se retrouve dans une situation financière de plus en plus fragile. Au vu de ces besoins, mon pays a effectué une contribution volontaire pour 2023 et 2024 et enjoint les États Membres de se mobiliser en ce sens. Il en va de la crédibilité de notre engagement collectif pour faire respecter le droit international humanitaire et les droits humains en réponse aux crimes fondamentaux commis en Syrie.

Je souhaiterais adresser, pour conclure, un message particulier à l'attention de la Chef du Mécanisme, M<sup>me</sup> Marchi-Uhel. Première à ce poste, M<sup>me</sup> Marchi-Uhel aura marqué de son empreinte la lutte contre l'impunité en Syrie, en contribuant largement au succès du Mécanisme et à ce qu'il est aujourd'hui. La Suisse et moi-même personnellement lui adressons nos remerciements pour son engagement sincère et total en faveur de notre

cause commune. Nous lui souhaitons le meilleur pour ses projets futurs. Je souhaite bien entendu la bienvenue à son successeur et je lui souhaite plein succès pour sa nouvelle mission pleine de défis. Il peut compter sur notre soutien.

**M. Pretterhofer** (Autriche) (*parle en anglais*) : L'Autriche s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

Nous nous félicitons du débat d'aujourd'hui sur le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, et nous remercions M<sup>me</sup> Marchi-Uhel et son équipe pour le dixième rapport du Mécanisme (voir A/78/772).

Nous sommes fermement convaincus que notre ordre international doit impérativement être fondé sur le droit international et l'état de droit, qui sont des conditions préalables indispensables à une paix et une sécurité durables. L'un des piliers fondamentaux de l'état de droit est l'application du principe de responsabilité pour les crimes les plus graves au regard du droit international. À défaut, il ne peut y avoir de processus de paix et de réconciliation durable. D'où l'importance considérable des travaux du Mécanisme. Celui-ci a été investi du mandat de recueillir et d'analyser les éléments de preuve attestant des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits humains. Il s'en acquitte avec diligence. D'après nous, des progrès substantiels ont été réalisés au cours de la période considérée, tant dans la collecte d'informations et le traitement des éléments de preuve que dans l'apport d'assistance aux juridictions compétentes. Le nombre de demandes d'assistance adressées au Mécanisme augmente semble-t-il depuis quelques années. Nous y voyons là une marque de reconnaissance pour le travail important qu'il accomplit. L'Autriche a conclu un accord de coopération avec le Mécanisme en vue d'obtenir une assistance juridique par l'intermédiaire de nos autorités judiciaires. À cet égard, nous remercions M<sup>me</sup> Marchi-Uhel et son équipe pour leur précieuse collaboration.

Le travail du Mécanisme a évolué au fil des ans pour atteindre un remarquable niveau de complexité. Le traitement des éléments de preuve est une chose. Mais l'établissement d'analyses adaptées aux enquêtes nationales en cours nécessite des compétences et des ressources différentes. Il est évident que ce travail d'analyse contribue de manière significative aux processus de justice en cours, notamment dans le cadre d'une affaire dont la Cour

internationale de Justice est saisie concernant l'*Application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Canada et Pays-Bas c. République arabe syrienne)*. L'établissement des responsabilités des crimes les plus graves au regard du droit international constitue une priorité de la politique étrangère autrichienne. Nous soutenons donc pleinement le Mécanisme et les mécanismes et instruments similaires, tels que les commissions d'enquête, en Syrie et dans d'autres cas. En appui au Mécanisme, l'Autriche lui a apporté une aide financière en 2017 et en 2019, avant que son financement complet soit assuré par le budget ordinaire. Son inclusion dans le budget ordinaire de 2021-2022 a franchi une étape importante. Compte tenu de l'importance des travaux du Mécanisme, son financement devrait être imputé intégralement sur le budget ordinaire. De ce que nous comprenons, l'actuel budget-programme est insuffisant pour maintenir l'étendue et la nature de ses travaux. En outre, compte tenu des demandes croissantes émanant des juridictions compétentes, le Mécanisme doit être doté des ressources nécessaires. Comme par le passé, l'Autriche versera à nouveau une contribution volontaire au Mécanisme en 2024.

L'Assemblée générale a créé le Mécanisme parce que l'organe chargé en premier lieu du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité, a failli à garantir l'état de droit. Cela ne nous empêche pas de réitérer notre appel au Conseil de sécurité pour qu'il renvoie la situation en Syrie devant la Cour pénale internationale, qui a été créée pour poursuivre les auteurs des crimes les plus graves. Aucune réconciliation nationale ne peut avoir lieu sans application du principe de responsabilité. Il ne peut y avoir de paix durable sans justice. Les responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité doivent répondre de leurs actes. Le peuple syrien le mérite.

**M. Geisler** (Allemagne) (*parle en anglais*) : L'Allemagne s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

Nous remercions sincèrement la Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, de ses efforts continus et de son dévouement afin de rendre justice et de faire appliquer le principe de responsabilité pour les crimes les plus graves commis en Syrie. Nous sommes très reconnaissants à M<sup>me</sup> Marchi-Uhel et à son équipe d'avoir fait progresser les travaux du Mécanisme et d'avoir présenté le dixième rapport (voir A/78/772) soulignant les progrès réalisés.

En mars, nous avons commémoré le treizième anniversaire du soulèvement du peuple syrien, lorsqu'il est descendu dans la rue pour manifester pacifiquement et exiger sa liberté ainsi que le respect des droits humains. Alors que la moitié de la population est déplacée, que les besoins humanitaires sont sans précédent et que de graves violations des droits humains sont signalées, il ne peut y avoir de normalité sans règlement politique global, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Il est essentiel d'établir les responsabilités de ces crimes abominables et de dissuader d'autres atrocités de ce type, en Syrie ou ailleurs. Nous sommes convaincus que le respect réel du principe de responsabilité est une condition préalable à une paix durable. Par rapport à l'ampleur des crimes les plus graves commis en Syrie, le nombre d'affaires ayant fait l'objet de poursuites reste faible. Nous nous félicitons donc de l'augmentation constante des poursuites engagées, partout où le Mécanisme est en mesure d'y prêter son concours. Cette augmentation confirme son succès et son efficacité.

L'arrestation, par le parquet fédéral allemand en août 2023, d'un ressortissant syrien accusé de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, y compris de torture et d'asservissement, est un exemple concret de l'impact tangible du Mécanisme. Il a prêté son concours à l'enquête en fournissant des informations et des éléments de preuve essentiels, qui ont permis d'ajouter des crimes de guerre à l'acte d'accusation. Les activités d'enquête ont également abouti à des constatations de crimes commis à Damas en 2013 et 2014, ce qui a conduit à l'inculpation de deux autres ressortissants syriens. Nous sommes très reconnaissants de l'étroite coopération entre le Mécanisme et le Procureur général fédéral d'Allemagne et nous nous engageons à continuer à travailler ensemble sur les affaires en cours. L'Allemagne réaffirme son soutien politique et financier indéfectible au Mécanisme. Nous exhortons tous les États Membres à faire de même et à coopérer pleinement avec le Mécanisme. Il reste encore un travail considérable à accomplir en ce qui concerne l'application du principe de responsabilité et la justice en Syrie. Nous espérons que les Syriens eux-mêmes pourront, à l'avenir, établir les responsabilités et faire justice dans leur pays de manière efficace et sans crainte. En attendant que cela soit possible, il nous incombe à tous ici de veiller à ce que les crimes commis en Syrie ne restent pas impunis.

**M<sup>me</sup> Pichardo Urbina** (Nicaragua) (*parle en espagnol*) : L'Assemblée générale continue d'être soumise à la politisation, au deux poids, deux mesures et à la sélectivité promues par les pays occidentaux contre des pays souverains et indépendants. En créant le prétendu « Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter

les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables », sans consulter la République arabe syrienne ni coopérer avec elle, l'Assemblée générale a outrepassé les pouvoirs qui lui sont conférés par la Charte des Nations Unies, violant le droit et les principes de souveraineté et d'égalité souveraine de tous les États Membres, ainsi que le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Le Gouvernement de la République arabe syrienne a démontré sa pleine capacité de s'acquitter de manière adéquate, à travers ses institutions juridiques et judiciaires, sans ingérence extérieure ni pressions politiques ou financières, de ses obligations en matière d'application du principe de responsabilité. Le prétendu Mécanisme continue de recevoir des fonds du budget de l'ONU, même en cette période de crise de liquidité, ce qui prouve que ces ressources sont utilisées pour promouvoir l'agenda occidental d'agression, d'isolement et d'hostilité envers nos peuples souverains.

Le Nicaragua réaffirme son entière solidarité avec le peuple et le Gouvernement de la République arabe syrienne, pays frère, et rejette le prétendu Mécanisme international. À cet égard, nous souhaitons qu'il soit pris acte de notre rejet de la publication du rapport (voir A/78/772) ainsi que de la création du Mécanisme même. Le Nicaragua estime que la solution au conflit syrien doit être obtenue par le dialogue et la négociation afin de parvenir à un accord politique qui reflète la volonté du peuple syrien et du Gouvernement syrien, avec le soutien de la communauté internationale, sans intervention étrangère. Lors de sa création, le Nicaragua a voté contre la mise en place de ce mécanisme controversé et politisé (voir A/71/PV.66) car, en peuple pacifique et respectueux du droit international et des droits humains, nous ne reconnaissons ni n'acceptons les initiatives qui violent la souveraineté de nos peuples, y compris la sélectivité et la politisation des droits humains. Nous appelons à la promotion d'une coopération et d'une collaboration plus grandes avec le peuple et le Gouvernement syriens, en éliminant les mesures coercitives unilatérales illégales, criminelles et inhumaines, qui représentent un crime contre l'humanité affectant la vie du peuple syrien, entravant ainsi le travail de l'ONU et de ses institutions en Syrie.

Pour remédier à la situation en Syrie, une approche humanitaire constructive et objective s'impose, sous la direction des autorités syriennes, sans ingérence extérieure, qui permette la reconstruction des dommages causés par le terrorisme, l'interventionnisme et les agressions étrangères, ainsi que le retour, volontaire et dans la dignité, des personnes déplacées et des réfugiés dans

leurs foyers. Nous réitérons notre appel à intensifier les efforts aux niveaux national, régional et international pour soutenir le développement, la reconstruction et une existence pacifique en Syrie, conformément aux souhaits du peuple syrien.

**M. Poveda Brito** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Conformément à notre tradition historique, la République bolivarienne du Venezuela réaffirme son engagement indéfectible à lutter contre l'impunité et à garantir l'application du principe de responsabilité pour les crimes graves, y compris les crimes contre l'humanité, qui, par leur brutalité et leur ampleur, portent atteinte à la dignité humaine et aux valeurs fondamentales de la coexistence dans nos sociétés.

En ce qui concerne la question dont nous sommes saisis aujourd'hui, il est opportun de rappeler que le Venezuela a voté contre la résolution 71/248 (voir A/71/PV.66), qui a conduit à la création irrégulière et controversée d'un mécanisme qui contredit et viole de manière flagrante les objectifs et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, ainsi que les normes les plus élémentaires des relations internationales. La création de cette structure empiète sur le mandat du Conseil de sécurité, seul organe habilité à mettre en place des mécanismes d'enquête ou des tribunaux dotés d'une compétence juridique obligatoire sur des individus ou des États. Par ailleurs, la Syrie reste à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

La création du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables – qui prétend assumer les fonctions d'un organe judiciaire ou d'enquête mais fait fi de la responsabilité première des États souverains d'enquêter et de juger les responsables de tout crime commis sur leur territoire national, et qui a été largement rejeté par l'État concerné – constitue un précédent délétère pour le travail de l'Assemblée générale. Le contexte de la création de cette structure, dotée de pouvoirs qui correspondent uniquement à ceux d'un organe judiciaire, conduit nécessairement à la conclusion que les preuves hypothétiques qu'elle a pu recueillir au cours de son prétendu mandat ne sont pas valables et manquent de substance juridique pour d'éventuels procès pénaux concernant la Syrie, dont les institutions ont pleine capacité à rendre la justice. Cette structure, qui se proclame organe d'enquête, a pour objectif principal de continuer à alimenter l'agenda politique d'une poignée de gouvernements qui tentent de faire pression sur le Gouvernement syrien, en violation flagrante des principes de souveraineté, de non-intervention dans les affaires

intérieures des États et d'autodétermination des peuples. C'est pourquoi nous rejetons toute tentative de légitimer ou de financer cette opération de déstabilisation politique au moyen de ressources imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation, laquelle est supposément confrontée à une crise de liquidité. Tout cela devrait nous conduire à utiliser les ressources de manière plus rationnelle.

Cet exemple flagrant de sélectivité et de deux poids, deux mesures sape la crédibilité et l'impartialité de l'Organisation des Nations Unies, la transformant en un instrument d'opportunisme politique et commercial pour ses parrains. Au contraire, nous devrions créer un mécanisme chargé d'enquêter sur les crimes atroces commis par le Gouvernement israélien extrémiste contre la population palestinienne, y compris le génocide, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le crime d'agression, pour lesquels nous ne constatons qu'impunité et cynisme. Cette structure n'est ni impartiale ni indépendante, elle est en réalité régie par les intérêts financiers de celles et ceux qui bénéficient de son financement et elle ne profite en rien au peuple syrien. Nous contestons également sa méthodologie, qui s'appuie sur des sources de troisième et quatrième main pour justifier ses conclusions. La meilleure façon d'aider le peuple syrien à surmonter les conséquences de l'interventionnisme étranger est de lever complètement et inconditionnellement les mesures coercitives unilatérales qui entravent le développement de la Syrie, les droits humains de sa population et sa prospérité. En outre, il est essentiel que nous continuions à soutenir les initiatives internationales en faveur de la paix et de la sécurité qui ont été approuvées par le Gouvernement syrien légitime, et que nous abandonnions les initiatives bellicistes ainsi que les initiatives de financement de groupes terroristes lancées depuis l'étranger.

Pour conclure, le Venezuela réaffirme son engagement auprès du peuple et du Gouvernement de la République arabe syrienne, ainsi que sa solidarité et ses relations fraternelles avec eux, et forme le vœu qu'ils continuent d'œuvrer à des initiatives sincères pour parvenir à la paix, à la stabilité et à la justice en Syrie, et de promouvoir les processus politiques dirigés par les Syriens eux-mêmes, sans ingérence d'aucune sorte, tout en respectant fidèlement l'esprit et la lettre de la Charte des Nations Unies.

**M. Cardon de Lichtbuer** (Belgique) (*parle en anglais*) : La Belgique s'associe à la déclaration de l'Union européenne.

Nous nous félicitons du débat d'aujourd'hui sur le dixième rapport (voir A/78/772) du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit

international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Mon pays est heureux de constater le niveau sans précédent de demandes d'assistance adressées au Mécanisme au cours de la période considérée, ce qui met en évidence les progrès réalisés par le Mécanisme dans ses efforts continus pour faire en sorte que les auteurs des crimes les plus graves au regard du droit international commis en République arabe syrienne soient tenus responsables de leurs actes.

Plus de 13 ans de conflit armé ont laissé le pays dans une situation humanitaire catastrophique. Depuis plus de 10 ans, les crimes les plus graves d'intérêt international continuent d'être perpétrés. Le coût humain du conflit est énorme, avec des millions de personnes déplacées de force de leurs communautés ou vivant en tant que réfugiés partout dans le monde. Une solution politique conforme à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité est nécessaire de toute urgence.

La lutte contre l'impunité est au premier rang des priorités de mon pays. L'application du principe de responsabilité est essentielle dans le contexte syrien et s'avère également d'une utilité inestimable dans de nombreux autres conflits dans la région et dans le monde entier.

Nous souhaitons réitérer notre soutien indéfectible au Mécanisme, entité cruciale dans notre effort commun pour parvenir à l'établissement des responsabilités en Syrie. Depuis quelques années, de nombreuses juridictions nationales, y compris celles de la Belgique, bénéficient de l'assistance et de la coopération du Mécanisme dans le cadre de leurs enquêtes et poursuites. Le Mécanisme a contribué de manière très concrète à rendre justice aux victimes et aux personnes rescapées, puisque des jugements définitifs et des condamnations pénales ont été prononcés contre des individus responsables d'atrocités commises dans le contexte syrien. En nouant des partenariats avec la société civile et en les renforçant, et en mettant en œuvre des stratégies sur le genre, les enfants et les jeunes, le Mécanisme a consolidé son objectif principal, à savoir faciliter une justice globale et inclusive en adoptant une approche axée sur les victimes et les personnes rescapées. La Belgique est convaincue qu'une justice impartiale et que l'application réelle du principe de responsabilité sont indispensables pour parvenir à une paix durable. Nous appelons donc tous les pays à se joindre à nous pour coopérer avec le Mécanisme et lui apporter le soutien nécessaire.

Je voudrais conclure en remerciant M<sup>me</sup> Marchi-Uhel pour son engagement remarquable au cours des sept dernières années et pour l'énorme travail qu'elle a



accompli avec son équipe durant son mandat. Nous adressons nos meilleurs vœux de réussite à M. Petit, récemment nommé à la tête du Mécanisme.

**M. Maes** (Luxembourg) : Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne. On me permettra de la compléter par des considérations à titre national.

Le Luxembourg salue l'organisation du débat de jour, qui nous permet de réaffirmer notre soutien au Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Le Luxembourg est fier d'avoir soutenu le Mécanisme dès sa création en 2016. Le Luxembourg remercie la Chef du Mécanisme, Madame Catherine Marchi-Uhel, pour la présentation de son rapport (voir A/78/772) et tout particulièrement pour son travail déterminé au cours des sept dernières années. Le succès du Mécanisme est aussi le résultat de son engagement remarquable, avec l'ensemble de son équipe. Nous la remercions et nous exprimons nos meilleurs vœux de succès à son successeur, M. Robert Petit.

Depuis 13 ans, la Syrie s'enfoncé chaque jour un peu plus dans l'horreur d'une violence aveugle qui tue dans un climat d'impunité. Cette impunité est une des raisons pour lesquelles le régime syrien et les autres parties au conflit en Syrie continuent de commettre des crimes dont les populations civiles sont les premières victimes. La création en 2016, par l'Assemblée générale, du Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie a permis de franchir une étape décisive dans l'identification des responsables de ces crimes, notamment grâce à la collecte, à la préservation et à l'analyse d'éléments de preuve et au partage de données et d'expertise. Le nombre sans précédent de demandes d'assistance provenant des juridictions compétentes montre que le Mécanisme continue de faire la preuve de son efficacité en tant qu'acteur de la justice. Nous saluons les efforts entrepris par des juridictions nationales au sein de l'Union européenne. La création du Mécanisme a également illustré le rôle important que l'Assemblée générale peut jouer quand le Conseil de sécurité est paralysé par le veto. Nous avons fortement regretté le fait que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure d'adopter un projet de résolution (S/2014/348) déferant la situation en Syrie à la Cour pénale internationale, le 22 mai 2014 (voir S/PV.7180), en raison du vote négatif de deux membres permanents du Conseil.

Nous saluons les progrès mis en exergue dans le dixième rapport du Mécanisme, en particulier l'offre

croissante de services du Mécanisme à l'appui des enquêtes et des poursuites pour les crimes internationaux commis en Syrie. Nous félicitons le Mécanisme d'avoir développé et diversifié sa collaboration avec les acteurs de la société civile et renforcé son approche axée sur les droits des victimes et des personnes rescapées. Le Mécanisme a adopté des stratégies sur le genre, les enfants et les jeunes, qui renforcent son travail en faveur d'une justice inclusive.

La décision, dans la résolution 77/301, adoptée le 29 juin 2023, de créer l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne est un autre exemple du rôle important de l'Assemblée. L'Institution indépendante, dont l'objectif est humanitaire et qui est chargée de faire la lumière sur le sort de toutes les personnes disparues en Syrie, suit, elle aussi, une approche centrée sur les victimes et les survivants. Même si son mandat est différent de celui du Mécanisme, il est complémentaire. Nous saluons le fait que le Mécanisme se tient prêt à collaborer avec la nouvelle Institution indépendante.

Le Luxembourg continuera de soutenir le renforcement du financement du Mécanisme international, impartial et indépendant pour la Syrie par le budget ordinaire de l'ONU. Il est essentiel, en effet, que le Mécanisme dispose du budget requis pour maintenir l'étendue et la nature de ses travaux et faire face à l'augmentation des demandes de services des juridictions compétentes.

Pour mettre fin au conflit et aux atrocités en Syrie, il est indispensable d'œuvrer à une solution politique. Lutter contre l'impunité n'est pas incompatible avec la recherche d'une telle solution politique, au contraire. Nous sommes profondément convaincus que la justice est un ingrédient indispensable pour ramener la paix en Syrie, comme dans les autres conflits dans le monde.

Enfin, nous devons aussi continuer de répondre aux énormes besoins humanitaires en Syrie. Le Luxembourg continuera là aussi d'apporter sa part. Face aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité commis en Syrie, nous ne cesserons d'appeler à la justice pour les Syriens.

**M. Košuth** (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe à la déclaration de l'Union européenne.

Je tiens tout d'abord à remercier M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Chef sortante du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, d'avoir présenté le dixième rapport (voir A/78/772) sur la mise en œuvre du mandat du Mécanisme, mais surtout de sa direction, de

son dévouement et de sa précieuse contribution à l'application du principe de responsabilité pour les crimes les plus graves commis en Syrie. Je salue également la présence du nouveau Chef du Mécanisme, M. Robert Petit, à la séance d'aujourd'hui et lui adresse mes meilleurs vœux de succès dans l'exercice de ses fonctions.

Je ne présenterai que quelques réflexions qui sont importantes pour ma délégation concernant le dixième rapport.

Premièrement, s'agissant du mandat du Mécanisme visant à faciliter la justice, nous prenons note de l'augmentation sans précédent des demandes d'assistance et de la contribution respective du Mécanisme à la justice au cours de la période considérée, ce qui démontre clairement la valeur ajoutée et le rôle crucial du Mécanisme. Ma délégation apprécie grandement les efforts de chacun des États pour utiliser les éléments de preuve collectés par le Mécanisme afin de traduire les auteurs en justice. En ce qui concerne l'utilisation de ces éléments de preuve, les autorités nationales doivent prendre en compte tous les motifs de compétence potentiels, y compris celui de la compétence universelle. Dans le même temps, nous continuons à penser que le Conseil de sécurité devrait saisir la Cour pénale internationale de cette situation pour qu'elle engage des poursuites complètes. Quant au dossier relatif à une série d'attaques aux armes chimiques et aux armes classiques survenues en 2017, la Slovaquie se félicite que le Mécanisme ait recentré ses travaux d'enquête pour concentrer les ressources sur des allégations plus solides sur le plan probatoire en trouvant les éléments de preuve manquants.

Deuxièmement, comme le montre le rapport, la justice inclusive demeure l'objectif principal des travaux du Mécanisme. Dans ce contexte, nous soutenons pleinement l'approche axée sur les victimes et les personnes rescapées et nous nous félicitons des progrès réalisés à cet égard. Nous reconnaissons également l'importance d'éclaircir le sort des personnes portées disparues en Syrie et le lieu où elles se trouvent et nous notons avec satisfaction la volonté du Mécanisme de coopérer avec la nouvelle Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne. En effet, une coopération étroite, efficace, rationnelle et sans redondance entre les deux sera d'une importance capitale.

Troisièmement, ma délégation se fait l'écho de la préoccupation du Mécanisme quant au fait que, alors que les hostilités se poursuivent en République arabe syrienne, la communauté internationale ne fait pas preuve de la détermination collective voulue pour mettre un terme au conflit et aux violations du droit international humanitaire et aux violations des droits humains et

atteintes à ces droits qui sont commises dans ce contexte. Après plus de 12 ans de conflit, le peuple syrien mérite justice, dignité et paix.

Pour conclure, nous sommes convaincus que la condition préalable fondamentale pour régler le conflit et instaurer la réconciliation passe par une solution globale qui garantisse le respect absolu du principe de responsabilité en Syrie. Le Mécanisme bénéficiera du soutien continu de la Slovaquie dans ces efforts, y compris en ce qui concerne son financement adéquat imputé sur le budget ordinaire.

**M. Svercsok** (Hongrie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, la Hongrie s'associe à la déclaration de l'Union européenne, au nom de ses 27 États membres.

Je voudrais, pour commencer, adresser nos sincères remerciements à M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel pour le dixième rapport du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables (voir A/78/772), ainsi que pour son engagement indéfectible à l'application du principe de responsabilité dans le contexte du conflit syrien.

Ce conflit prolongé perdure depuis plus de 13 ans sans qu'aucun règlement ne soit en vue. Il est évident qu'il n'existe pas de solution militaire au conflit et la Hongrie réaffirme son attachement au processus politique dirigé par l'ONU, en faisant écho aux efforts inébranlables de l'Envoyé spécial Geir Pedersen, y compris son approche « pas à pas ». Outre les objectifs politiques plus larges, il est impératif de répondre aux besoins immédiats des victimes et des personnes rescapées. Le principe de responsabilité est essentiel pour que justice soit rendue aux victimes, qu'on ne peut obliger à attendre que le conflit finisse par cesser, via des négociations politiques.

Les répercussions du conflit, notamment les importants flux migratoires et de réfugiés, lui valent aussi de figurer au rang des préoccupations internationales. Aux côtés de personnes rescapées, des personnes impliquées dans des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou d'autres crimes abominables au regard du droit international se sont infiltrées et réinstallées dans différents pays, souvent en falsifiant leur identité, ce qui complique les efforts faits pour juger les personnes responsables. La coopération internationale est donc indispensable pour garantir la justice aux victimes et aux personnes rescapées. Le nombre croissant de demandes d'assistance adressées au Mécanisme atteste de l'intérêt mondial à créer des partenariats visant à garantir l'application du principe de responsabilité.

À ce titre, nous souhaitons annoncer que la haute cour de Budapest a récemment établi qu'un individu, connu sous le nom de « bourreau de Daech », avait commis contre la population civile en Syrie une attaque généralisée et systématique constitutive de crimes contre l'humanité. De telles atrocités ne doivent pas rester impunies. Toutefois, comme l'a montré ce procès, l'administration de la justice se heurte à une série d'obstacles dans les procédures nationales, notamment la barrière de la langue et l'acquisition d'éléments de preuve substantiels en provenance d'une région touchée par un conflit. À cet égard, nous nous félicitons des recommandations formulées dans le dixième rapport sur la manière dont les États peuvent coopérer avec le Mécanisme et les parties prenantes concernées. En outre, nous nous félicitons tout particulièrement que le Mécanisme partage ses informations de manière proactive, fournissant ainsi, de sa propre initiative, des données et des documents pertinents aux juridictions compétentes.

Enfin, il est crucial de souligner que le soutien aux victimes et à la population civile doit passer par diverses formes d'assistance. La Hongrie apporte son appui à plusieurs programmes humanitaires et de relèvement rapide au Moyen-Orient, notamment en Syrie dans le cadre du programme « Hungary Helps », qui vise à aider les communautés dans le besoin, y compris celles de confession chrétienne. Après le tremblement de terre de 2023 en Syrie et en Turquie, la Hongrie a versé plus de 30 millions d'euros de soutien financier pour aider à faire face aux conséquences de cette catastrophe naturelle. La Hongrie est fière de contribuer à l'amélioration des conditions humanitaires en Syrie et dans la région.

Pour conclure, nous réaffirmons notre attachement indéfectible au Mécanisme et nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre notre dialogue constructif à l'avenir. Nous adressons au nouveau Chef du Mécanisme, M. Robert Petit, nos meilleurs vœux de succès.

**M. Abesadze** (Géorgie) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe à la déclaration de l'Union européenne.

Tout d'abord, je voudrais remercier la Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, et son équipe, pour leurs efforts constants dans l'exécution de cet important mandat, et leur exprimer ma gratitude pour la présentation du dixième rapport du Mécanisme (voir A/78/772).

La Géorgie se félicite des progrès réalisés par le Mécanisme au cours de la période considérée et

réaffirme son soutien indéfectible à la mission cruciale du Mécanisme, qui consiste à faciliter les enquêtes et les poursuites contre les personnes responsables des crimes les plus graves au regard du droit international commis en République arabe syrienne au cours des 13 dernières années. À cet égard, nous réaffirmons une fois de plus notre soutien indéfectible à la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et reconnaissons l'importance d'une coopération constante entre ces mécanismes pour garantir leur complémentarité.

La Géorgie demeure profondément inquiète des atrocités et des violations du droit international humanitaire qui se poursuivent en Syrie. Nous partageons également les préoccupations exprimées au sujet de la détérioration croissante de la situation humanitaire à laquelle le peuple syrien continue d'être confronté, comme l'illustrent clairement les différents rapports de l'Organisation des Nations Unies. Le régime syrien doit impérativement cesser les attaques contre les civils et les installations civiles, permettre l'acheminement sûr, sans entrave et durable de l'aide humanitaire à tous ceux qui en ont besoin, et coopérer pleinement avec le Mécanisme et la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne. Les conclusions du rapport illustrent une fois de plus l'urgence de garantir l'application du principe de responsabilité dans la quête de justice pour les victimes et les personnes rescapées de ces crimes abominables. Les efforts déployés par le Mécanisme pour recueillir, préserver et analyser les éléments de preuve jouent un rôle crucial en facilitant des procédures pénales équitables et indépendantes contre les auteurs.

Nous félicitons le Mécanisme de son dévouement et de son engagement à établir la vérité et à amener les responsables des actes criminels révélés à répondre de leurs actes. Les progrès réalisés s'agissant d'appuyer les différentes juridictions et de prêter assistance aux enquêtes en cours sont louables et reflètent le rôle essentiel du Mécanisme dans la poursuite de la justice. Pour autant, la Géorgie souligne l'importance de veiller à ce qu'il reçoive des ressources et un soutien adéquats afin de poursuivre efficacement son travail essentiel. Les difficultés décrites dans le rapport, notamment en lien avec contraintes financières et l'instabilité en Syrie, soulignent qu'une coopération et un engagement internationaux soutenus sont nécessaires pour lutter contre l'impunité de ces crimes.

Pour conclure, la Géorgie reste fermement convaincue que la justice doit prévaloir et qu'il convient de défendre l'application du principe de responsabilité pour les violations du droit international, où qu'elles se produisent.

**M. Ćurić Hrvatinić** (Croatie) (*parle en anglais*) : La Croatie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, et j'aimerais ajouter quelques remarques à titre national.

Nous remercions M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, de sa présentation du rapport du Mécanisme (voir A/78/772) à l'Assemblée générale, et nous saluons son dévouement à rechercher la justice pour les victimes et les personnes rescapées. La Croatie souhaite réaffirmer son soutien sans équivoque au Mécanisme, comme nous le faisons chaque année lors de ce débat. Nous continuons de réclamer que le Conseil de sécurité saisisse la Cour pénale internationale de la situation en Syrie et que les autorités syriennes coopèrent avec le Mécanisme et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. En raison de son expérience nationale de victime d'agression dans les années 1990, la Croatie a suffisamment souffert pour mesurer l'importance que revêtent le principe de responsabilité et la recherche des personnes portées disparues dans la capacité d'un pays à parvenir à la réconciliation et à trouver la voie d'une paix durable. Alors que nous recherchons toujours 1 800 de nos concitoyens portés disparus, nous continuons à soutenir les efforts de la communauté internationale pour garantir l'application du principe de responsabilité et aider à retrouver les personnes disparues où que ce soit, y compris en Syrie.

Année après année, nous nous réunissons ici pour apporter notre appui à la condition fondamentale de toute voie vers la paix : réparer les torts causés aux victimes et aux personnes rescapées, c'est-à-dire appliquer le principe de responsabilité. Cela ne traduit pas qu'un simple besoin immédiat de justice mais jette les bases d'une paix et d'une réconciliation durables. Sans application du principe de responsabilité, les blessures de la guerre s'enveniment et ne font qu'accentuer les divisions et reculer les perspectives de stabilité. En amenant les auteurs à répondre de leurs actes, nous ouvrons la voie à un avenir où la justice prévaudra, où les griefs seront pris en compte et où la confiance sera rétablie. La Croatie apprécie et salue les progrès que le Mécanisme annonce avoir réalisés dans son efforts pour atteindre son objectif : faciliter une justice inclusive. Bien que la situation dans le pays reste difficile, nous avons toute confiance que le Mécanisme est capable de s'acquitter de sa mission et qu'il réussira à traduire en justice les responsables des principaux crimes internationaux en République arabe syrienne.

Nous nous félicitons en particulier de l'élargissement et de l'intensification de la coopération du Mécanisme avec les organisations de la société civile syrienne, ce qui est essentiel pour parvenir à une approche axée sur les victimes et les personnes rescapées.

Le conflit syrien, qui en est à sa treizième année, est toujours considéré comme l'une des plus graves crises de déplacement au monde, touchant des millions de personnes. Le principe de responsabilité est d'une importance capitale pour prévenir de futures violations, mais il ne saurait à lui seul apporter la paix. Pour cela, un processus politique et la détermination de toutes les parties à mettre fin au conflit demeurent essentiels. La paix et l'application du principe de responsabilité se renforcent mutuellement et se complètent.

Pour conclure, alors que nous faisons face à des crises multiples partout dans le monde, n'oublions pas le peuple syrien qui, après toutes ces années, a toujours besoin de paix et de justice.

**M<sup>me</sup> Hutchison** (Australie) (*parle en anglais*) : Je remercie de sa présentation M<sup>me</sup> Marchi-Uhel, Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Alors qu'elle vient de présenter son dernier exposé en cette capacité, l'Australie souhaite profiter de cette occasion pour lui exprimer sa profonde gratitude pour sa précieuse contribution durant son mandat en tant que Chef du Mécanisme. Nous souhaitons la bienvenue à M. Robert Petit dans son nouveau rôle et nous nous réjouissons à la perspective de soutenir ses efforts.

L'Australie partage les graves préoccupations exprimées par le Mécanisme, le Secrétaire général et le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme concernant les défis sérieux et constants auxquels le peuple syrien est confronté. Nous condamnons avec fermeté les atteintes aux droits humains et les violations du droit international humanitaire qui ont été perpétrées tout au long du conflit syrien, qui en est maintenant à sa quatorzième année. Aujourd'hui, des millions de personnes continuent de subir de graves injustices et des souffrances profondes. Nous condamnons les attaques répréhensibles perpétrées contre les infrastructures civiles, y compris le ciblage des écoles, des marchés, des hôpitaux et des mosquées, qui se poursuivent sans relâche depuis le début du conflit. Les informations faisant état d'arrestations et de détentions arbitraires, de disparitions forcées, de violences sexuelles et fondées



sur le genre et de tortures dans toute la Syrie témoignent d'un mépris flagrant pour les droits humains du peuple syrien. Les auteurs de ces horribles sévices doivent être tenus responsables de leurs actes. À cet égard, l'Australie reconnaît l'important travail accompli par le Mécanisme et se félicite de son rapport annuel (voir A/78/772). Les exemples fournis dans le dernier rapport montrent que le Mécanisme apporte une contribution précieuse à la quête de l'établissement des responsabilités pour certains des crimes les plus abominables commis au cours d'un conflit prolongé. Les condamnations prononcées par des juridictions du monde entier témoignent de l'expertise et du dévouement du Mécanisme, et nous l'encourageons à continuer de prioriser et de cibler soigneusement ses activités afin de maximiser son impact dans les limites des ressources disponibles.

L'Australie se félicite de la mise à jour concernant l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies thématiques du Mécanisme, en particulier sur les questions de genre. La prise en compte de l'analyse des dimensions sexuelles et de genre dans ce travail important garantira une justice inclusive pour les victimes et les personnes rescapées, en particulier celles de violence fondée sur le genre. Nous saluons également l'engagement du Mécanisme à partager ses meilleures pratiques avec d'autres acteurs de l'établissement des responsabilités dans d'autres situations de conflit que le contexte syrien. L'Australie est fière de s'être portée coauteure de la résolution 77/301, qui a créé l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne. Nous nous félicitons de la coopération entre le Mécanisme et la nouvelle Institution, fondée sur leurs mandats complémentaires. Nous espérons que toute coopération contribuera à élucider le sort de toutes les personnes portées disparues en Syrie et le lieu où elles se trouvent et à apporter un soutien adéquat aux victimes, aux personnes rescapées et à leurs familles.

Davantage d'efforts doivent être déployés pour faire en sorte que les auteurs de telles violations des droits humains ne puissent pas continuer à agir en toute impunité. C'est pourquoi l'Australie soutient fermement le travail important du Mécanisme. Nous appelons tous les États Membres à se joindre à nous pour apporter leur concours au Mécanisme et poursuivre les efforts visant à établir les responsabilités des auteurs de crimes internationaux commis en Syrie.

**M. Kirk** (Irlande) (*parle en anglais*) : L'Irlande s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

Je remercie M<sup>me</sup> Marchi-Uhel pour son exposé instructif et tiens à lui exprimer à nouveau notre sincère

gratitude ce mois, alors qu'elle arrive au terme de son mandat de première dirigeante du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, instrument qui a contribué de manière efficace et rationnelle à lutter contre l'impunité en Syrie et à donner aux victimes une chance d'obtenir justice. L'Irlande félicite à nouveau le Mécanisme pour son travail essentiel de collecte de preuves des crimes internationaux commis en Syrie. Alors que le Conseil de sécurité demeure incapable de faire avancer l'application du principe de responsabilité dans ce pays, le travail du Mécanisme est essentiel pour prêter son concours aux enquêtes et aux poursuites dans les juridictions nationales, et nous souhaitons réitérer notre précédent appel au Conseil de sécurité pour qu'il saisisse la Cour pénale internationale de la situation en Syrie.

Le dixième rapport du Mécanisme (voir A/78/772) indique que la fréquence des demandes d'assistance adressées au Mécanisme s'est accélérée au cours de l'année écoulée, pour atteindre un niveau de demande sans précédent. L'Irlande salue la manière dont le Mécanisme a évolué pour répondre à cette demande croissante et la précieuse contribution qu'il apporte, par son assistance, à l'application du principe de responsabilité. Malheureusement, depuis 13 ans, le conflit en Syrie inflige des épreuves et des souffrances effroyables à son peuple et continue d'avoir un impact particulièrement néfaste sur les femmes et les enfants. Nous saluons l'engagement du Mécanisme en faveur d'une approche axée sur les victimes et les personnes rescapées. Une justice inclusive est essentielle, notamment par une mobilisation directe auprès des enfants touchés par le conflit et par la prise en compte des perspectives des victimes.

L'Irlande reste déterminée à garantir que les auteurs de crimes internationaux commis en Syrie soient tenus responsables de leurs actes et estime qu'il incombe à la communauté internationale de donner la priorité au principe de responsabilité et à la justice pour les victimes et les personnes rescapées de ces crimes. Nous continuons de croire que le principe de responsabilité et la justice sont essentiels pour parvenir à une véritable solution au conflit en Syrie, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Il est tragique de ne rien savoir du sort qui a été réservé aux personnes portées disparues ou du lieu où elles se trouvent dans le contexte du conflit syrien. L'Irlande note qu'en dépit du nombre sans précédent de demandes d'assistance qui lui ont été adressées, le Mécanisme est prêt à soutenir la nouvelle Institution indépendante chargée de

la question des personnes disparues en République arabe syrienne. Cette coopération aidera l'Institution à répondre aux besoins des victimes, des personnes rescapées et des familles des personnes portées disparues. C'est cette coopération, de même que la coopération avec l'ONU, avec d'autres organisations internationales, avec les États et les membres de la société civile syrienne, qui continuera de faciliter la justice pour le peuple syrien.

L'Irlande continue d'apporter son appui à l'imputation du financement du Mécanisme sur le budget ordinaire des Nations Unies. Nous appuyons également avec fermeté sa demande d'augmentation du financement pour faire face à l'alourdissement significatif de sa charge de travail. Il est essentiel qu'il soit en mesure de continuer à s'acquitter efficacement de son important mandat.

**M. González Behmaras (Cuba) (*parle en espagnol*) :** Lors de l'adoption de la résolution 71/248 par l'Assemblée générale, ma délégation a exprimé sa vive préoccupation concernant le mandat du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. En examinant aujourd'hui le dixième rapport du Mécanisme (voir A/78/772), nous tenons à souligner que le Mécanisme est dépourvu de base juridique et qu'il dépasse les compétences et fonctions dévolues à l'Assemblée dans les Articles 10, 12 et 22 de la Charte des Nations Unies. Le fait de qualifier le Mécanisme d'organe subsidiaire de l'Assemblée revient à lui accorder, ainsi qu'à son personnel, des immunités et des privilèges qui n'ont pas lieu d'être. Le mandat du Mécanisme n'est pas défini de manière suffisamment claire pour garantir que son utilisation ne soit pas politisée. Les États Membres n'ont eu aucune possibilité de donner leur avis ou de prendre des décisions à ce sujet. Cette atteinte délibérée à la responsabilité première de la République arabe syrienne et de son système juridique d'enquêter et de poursuivre les crimes qui ont pu être commis à l'intérieur de ses frontières constitue une transgression des normes et des principes du droit international et crée un dangereux précédent dans les travaux de l'Organisation.

Le Mécanisme est doté de fonctions similaires à celles d'un parquet, dans le but d'établir un lien entre les éléments de preuve et les personnes susceptibles d'être coupables, afin de communiquer les informations aux juridictions nationales, régionales ou internationales qui, selon lui, pourraient avoir compétence. Cela constitue un arbitraire juridique. Il ne s'agit même pas d'une fonction judiciaire classique. Un organe judiciaire ne peut pas être à la fois juge et partie. Les incohérences présentes dans

le rapport actuel étaient également apparentes dans les rapports précédents. Le Mécanisme est sans précédent dans l'histoire de l'ONU. Il s'inscrit dans le cadre de tentatives d'isoler la Syrie et de faire de l'Assemblée générale une plateforme d'attaques et de politisation. L'Assemblée organise en effet deux séances sur le même sujet en l'espace de deux jours, ce que ma délégation ne saurait accepter.

Quant au financement, les votes répétés sur la question, tant à la Cinquième Commission qu'à l'Assemblée, ont fait apparaître l'absence de soutien consensuel en faveur du Mécanisme. Le financement de ce type de mécanismes ne devrait pas être imputé sur le budget ordinaire, surtout s'ils ne bénéficient pas de la participation de l'État concerné. Dans le contexte de la grave crise de trésorerie que connaît l'Organisation, crise qui résulte fondamentalement de l'incapacité des États-Unis à payer leur dû, on est en présence d'une approche sélective et discriminatoire à l'égard de situations qui ne font pas consensus.

Cuba refuse de soutenir tout mécanisme qui ne reconnaît pas ou ne respecte pas les principes inscrits dans la Charte, en l'occurrence le Mécanisme établi en vertu de la résolution 71/248. Son objectif est de stigmatiser injustement la République arabe syrienne et il remet en question la crédibilité de l'Organisation, de même que l'objectivité et l'impartialité de ses mécanismes. Nous réaffirmons donc une fois de plus notre opposition au Mécanisme et rappelons qu'il n'est pas possible de prévenir les conflits et de garantir la paix et la sécurité internationales si nous ne respectons pas l'essentiel : la Charte et le droit international. Nous réaffirmons également notre soutien sans réserve à la recherche d'une solution pacifique et négociée au conflit en Syrie et nous avons pleinement confiance dans la capacité du peuple syrien et des autorités syriennes à atteindre cet objectif.

**M<sup>me</sup> Alsnef (Qatar) (*parle en arabe*) :** Je tiens à remercier le Président de l'Assemblée d'avoir organisé cette séance annuelle conformément aux résolutions de l'Assemblée sur la situation des droits humains en République arabe syrienne, et d'avoir réaffirmé l'importance que l'Assemblée accorde aux travaux du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Je tiens à exprimer notre reconnaissance à M<sup>me</sup> Marchi-Uhel et à son équipe pour leurs efforts et pour la préparation du rapport annuel présenté aujourd'hui à l'Assemblée (voir A/78/772), ainsi que pour les efforts remarquables de M<sup>me</sup> Marchi-Uhel, première Chef du Mécanisme. Nous aimerions également profiter de cette occasion pour souhaiter la

bienvenue à son successeur, M. Robert Petit, à qui nous adressons nos meilleurs vœux de succès dans l'accomplissement de son mandat, en insistant sur la pleine coopération et l'appui entier du Qatar.

L'État du Qatar accorde une très grande importance aux aspects humanitaires et juridiques, et particulièrement concernant la situation syrienne, comme en témoignent les contributions humanitaires tangibles du Qatar et son appui au Mécanisme. Notre intérêt se fonde sur notre engagement en faveur du rôle de la justice pour parvenir à la réconciliation, à la stabilité et à la paix durable, et pour mettre fin à l'impunité des principaux crimes internationaux et des violations du droit international, quels qu'en soient les auteurs. Le Mécanisme est considéré comme l'instrument international le plus important à cet égard, doté d'un mandat spécifique et clair pour assumer une responsabilité juridique et morale envers les victimes de crimes internationaux. Ses travaux sont régis par les principes du droit international, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Le Mécanisme a déjà prouvé son efficacité en tant qu'entité modèle et efficace de soutien à la justice. Nous nous félicitons des progrès présentés dans le dixième rapport du Mécanisme concernant la mise en œuvre de son premier plan stratégique pour la période 2023-2025, et nous prenons acte de son engagement réaffirmé en faveur des principes de neutralité, d'indépendance et de justice inclusive. Nous saluons son approche axée sur les victimes et les personnes rescapées et ses échanges avec les victimes, les personnes rescapées et la société civile en général, en ayant recours à la coopération bilatérale et à des consultations régulières, ainsi que la poursuite de ses activités de coordination, de sensibilisation et de mobilisation.

Nous saluons la décision de continuer à imputer le financement du Mécanisme sur le budget ordinaire, ce qui garantit la prévisibilité et participe de sa crédibilité et de son indépendance. Nous constatons qu'il est nécessaire d'allouer au Mécanisme des ressources financières supplémentaires pour qu'il puisse remplir son mandat de manière efficace. Il sera important de couvrir ces besoins de financement sur la base des plans stratégiques du Mécanisme, compte tenu de la forte augmentation de son volume de son travail depuis 2020. Ses contributions se chiffrent à 2,3 millions de dollars, le Qatar est l'un des principaux donateurs du Mécanisme.

Pour conclure, nous réaffirmons que le meilleur moyen d'instaurer une paix et une stabilité durables en République arabe syrienne est de parvenir à un règlement politique fondé sur le consensus international et les

résolutions de la légitimité internationale, notamment le communiqué de Genève (A/66/865, annexe) et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2254 (2015), de manière à répondre aux aspirations légitimes du peuple syrien et à protéger la souveraineté, l'indépendance et l'unité du pays.

**M<sup>me</sup> Sullivan** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, les États-Unis souhaitent remercier M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel pour sa direction inébranlable du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Nous saluons son travail sans relâche et son plaidoyer en faveur des familles syriennes, des victimes et des personnes rescapées, ainsi que la contribution du Mécanisme à l'obtention de condamnations pour crimes de guerre. Nous lui adressons nos meilleurs vœux de succès dans ses prochaines activités et nous saluons la nomination de M. Robert Petit pour lui succéder. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler avec lui. Nous remercions également les courageux Syriens qui ont pris de grands risques personnels pour partager des informations sur les crimes commis en Syrie par le régime d'Al-Assad, par Daech et par d'autres acteurs.

Pour mettre fin de manière durable au conflit en Syrie, il sera nécessaire d'établir les responsabilités pour les atrocités commises, dont certaines sont constitutives de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. La Syrie ne pourra pas atteindre la réconciliation tant que les criminels bénéficieront de l'impunité. Ces circonstances ont conduit les Pays-Bas et le Canada à engager, devant la Cour internationale de Justice, une procédure contre la Syrie pour violations présumées de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Une solution politique durable en Syrie ne sera possible que si les auteurs des violations continues des droits humains sont tenus responsables et si les victimes obtiennent justice. Nous avons salué les mesures conservatoires indiquées par la Cour, exigeant de la Syrie qu'elle empêche les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qu'elle fasse en sorte qu'aucune personne sous son contrôle ne commette de telles pratiques et qu'elle conserve les éléments de preuve se rapportant à de tels actes. Ces mesures constituent un premier pas au regard de l'application du principe de responsabilité et de l'administration de la justice tant attendues pour le peuple syrien. Le travail de documentation des atrocités, de collecte d'éléments de preuve et

d'administration de la justice exige beaucoup de ressources et nécessite un soutien financier durable. Les États-Unis appellent les États Membres à maintenir le financement intégral des travaux du Mécanisme au titre du budget ordinaire de l'ONU. Nous encourageons également les Membres à effectuer des contributions volontaires afin de permettre au Mécanisme de s'acquitter pleinement de son mandat et de répondre au nombre croissant de demandes d'assistance. La contribution des États-Unis pour cette année s'élève déjà à plus d'un million de dollars au titre d'une convention de subvention.

Le Mécanisme prête désormais son concours à quelque 16 juridictions compétentes, ce qui lui permet d'élargir sa portée et son impact en soutenant les efforts faits pour faire en sorte que les auteurs d'actes criminels en répondent. Il développe et intensifie également ses partenariats de confiance avec la société civile syrienne, les États Membres et les organisations internationales, en favorisant la collaboration et la solidarité dans la quête de justice. Les travaux du Mécanisme sont indispensables à notre quête de justice pour les victimes des atrocités en Syrie. Par la collecte et la préservation des éléments de preuve, il renforce les fondations sur lesquelles repose le principe de responsabilité. Son mandat impartial et indépendant garantit que justice sera rendue sans parti pris ni ingérence politique. Les horreurs observées en Syrie, qui ont commencé par la répression brutale des manifestations pacifiques par le régime d'Al-Assad en 2011 et se sont poursuivies par son emploi d'armes chimiques et ses frappes contre les civils, exigent une réponse vigoureuse de la part de la communauté internationale.

Nous devons nous engager à lui assurer le financement, la volonté politique et l'action collective nécessaires pour que justice soit rendue aux victimes et aux personnes rescapées des atrocités commises en Syrie. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions honorer la mémoire de celles et ceux qui ont souffert et bâtir un avenir où l'impunité n'aura plus sa place dans notre monde.

**M. Kyslytsya** (Ukraine) (*parle en espagnol*) : Je tiens à remercier M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel, Chef du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, pour sa présentation du dixième rapport du Mécanisme (voir A/78/772).

L'Ukraine s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne, et je voudrais ajouter quelques remarques à titre national.

Le rapport confirme le rôle important que joue le Mécanisme dans les enquêtes et les poursuites engagées contre des personnes responsables des crimes les plus graves commis en Syrie depuis mars 2011. Nous approuvons toutes les recommandations du rapport qui cherchent à renforcer la coopération du Mécanisme avec l'ONU, les États Membres et la société civile. La communauté internationale doit également réfléchir à la voie à suivre pour garantir l'application du principe de responsabilité. À cet égard, l'Ukraine se fait l'écho des appels à saisir la Cour pénale internationale de la situation en Syrie. Nous saluons également le travail important de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne et nous nous félicitons de la création de l'Institution indépendante chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne.

La communauté internationale ne doit ménager aucun effort pour mettre un terme aux souffrances du peuple syrien ou, à tout le moins, les atténuer. Faire en sorte que les auteurs de crimes graves, de violations et d'abus soient tenus pour responsables et rendre justice aux victimes sont des mesures cruciales pour parvenir à la réconciliation et à une paix durable en Syrie et elles doivent faire partie d'une solution politique globale conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité.

Nous sommes ici pour respecter et défendre la Charte des Nations Unies et le droit international, à moins que nous ne veuillons vivre dans une jungle où la loi du plus fort prévaut. Nous ne pouvons laisser impunis les auteurs des crimes les plus graves au regard du droit international. Tout, dans le monde, est interconnecté. Nous savons que les Russes ont été impliqués dans des massacres de civils en Syrie, mais les victimes de ces crimes n'ont toujours pas obtenu justice. L'impunité engendre toujours plus de violence. Pour preuve, il suffit de prendre l'exemple de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, dans le cadre de laquelle l'agresseur commet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité des plus flagrants. C'est pourquoi nous appelons tous les États Membres à redoubler d'efforts pour établir un tribunal spécial pour la poursuite du crime d'agression contre l'Ukraine. La justice doit prévaloir.

**M. Sylvester** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Le Royaume-Uni salue l'important travail du Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011, et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, qui permet de demander des comptes aux responsables des crimes les plus graves au regard du droit international des droits de l'homme, ainsi que



des violations et atteintes aux droits humains commises pendant le conflit syrien. Nous remercions M<sup>me</sup> Catherine Marchi-Uhel pour la façon dont elle a dirigé le Mécanisme ces sept dernières années. Au cours de son mandat, elle en a fait un Mécanisme établi, qui apporte des contributions essentielles aux procédures judiciaires grâce à la collecte, à la préservation et à l'analyse des éléments de preuve. Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec son successeur, M. Robert Petit.

Nous félicitons le Mécanisme de continuer de faciliter et d'appuyer les efforts de justice au moyen de multiples initiatives. Nous accueillons avec satisfaction l'engagement continu du Mécanisme en faveur d'une justice inclusive, y compris en ce qui concerne le genre, les enfants et les jeunes. Son expertise et son approche inclusive ont permis d'accélérer et d'améliorer l'issue de nombreuses procédures judiciaires. En 2023, les efforts du Mécanisme ont contribué à accélérer la délivrance de mandats d'arrêt contre des officiers de haut rang de l'armée syrienne pour leur complicité dans des attaques délibérées contre la population civile de Deraa. Il a apporté une contribution précieuse à des affaires judiciaires en Allemagne et en Suède, qui a conduit à la condamnation de deux personnes complices de crimes de guerre. Le Mécanisme a également fourni des éléments de preuve pour la délivrance de mandats d'arrêt contre quatre hauts responsables du régime d'Al-Assad pour leur complicité dans les attaques chimiques de 2013 à Douma et dans la Ghouta orientale.

Nous saluons la précieuse contribution des organisations de la société civile syrienne aux efforts pour appliquer le principe de responsabilité, notamment en mettant en lumière les atrocités commises par le régime d'Al-Assad et de Daech. Le Mécanisme a réalisé des progrès considérables en intensifiant sa coopération avec les acteurs de la société civile et en offrant un espace où les voix des communautés et des personnes rescapées touchées peuvent être entendues. Nous ne pouvons pas laisser impunies les attaques à l'arme chimique, la torture systématique ou les disparitions forcées, commises par des acteurs étatiques et non étatiques en Syrie, et le travail du Mécanisme est essentiel dans cette lutte contre l'impunité.

**M. Mohamed (Soudan) (*parle en arabe*) :** Chaque année, l'Assemblée générale discute du point de l'ordre du jour intitulé « Prévention des conflits armés », exigeant que nous examinons de manière plus objective et plus efficace les causes profondes des conflits, au lieu de nous contenter de discuter de leurs répercussions et de leur impact humanitaires. Dans ce contexte, il ne faudrait pas négliger le rôle des interventions étrangères, qui constituent l'une des principales causes profondes de la poursuite et de l'entretien des conflits. L'Assemblée doit lui accorder une plus grande attention lors de l'examen de ce point de l'ordre du jour.

Le respect de la Charte des Nations Unies et des principes qu'elle consacre et sur lesquels se fondent nos relations internationales, est la principale garantie de stabilité de nos relations et de prévention des conflits. La création arbitraire de mécanismes juridiques sans le consentement de l'État concerné ou sans discussion avec lui, et l'imputation de son financement sur le budget ordinaire de l'ONU, qui a pour effet d'épuiser les ressources de l'Organisation alors que celles-ci sont déjà diminuées, portent donc atteinte à la souveraineté de ses États Membres.

Si la justice et la lutte contre l'impunité sont essentielles, il n'en demeure pas moins qu'elles nécessitent une paix juste et durable fondée sur des solutions nationales, sans ingérence étrangère. Seule une telle démarche peut garantir l'intégrité territoriale des États et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, et non la création de mécanismes et d'organes qui imposent des vues et des sanctions unilatérales. L'expérience a montré que ces mesures sont inefficaces et, dans bien des cas, contribuent à compliquer les situations et à prolonger les souffrances.

**Le Président par intérim (*parle en anglais*) :** Nous venons d'entendre le dernier orateur dans le débat sur cette question à la présente séance. Nous entendrons les autres orateurs cet après-midi après l'examen, par l'Assemblée, des points de l'ordre du jour annoncés dans le *Journal des Nations Unies*.

*La séance est levée à 12 h 55.*